

s o m m a i r e

■ éditorial	
Le respect des Glasgow Rangers – Patrice Dartevelle	3
■ dossier - En scène!	
Avignon 2005 - La querelle vue de Belgique – Christian Jade	4
Produire dans la différence – Frédéric Dussenne.	7
Mon cheval pour un théâtre! – Sophie Creuz	9
Scène... de ménage – Fernand Letist	11
Une troupe «à contretemps» – Propos recueillis par Julien Dohet	14
■ laïcité	
Ne pas devenir le village d'Astérix. Une interview de Pierre Galand – Propos recueillis par Patrice Dartevelle et Nicole Nottet	16
■ idées	
Qu'est-ce que la vie bonne? – L'entretien de Jean Sloover avec Isabelle Cassiers et Catherine Delain	18
■ société	
Intégration - Ni recettes miracle, ni solutions à l'emporte-pièce – Isabelle Philippon	20
Sous les pavés, la peste brune? – Olivier Starquit	22
Oui, l'usine tue encore – Julien Dohet	23
■ europe	
La fracture italienne - Un entretien avec Marc Lazar – Propos recueillis par Pascal Martin	24
■ monde	
Et s'ils étaient frères? - Un entretien avec Roby Spiegel – Propos recueillis par Olivier Swingedau.	26
■ religion	
Liberté de pensée avant tout! – Claude Estiévenart	28
Comme si dieu existait – Jeanne Favret-Saada	29
■ culture	
Amadeus, ami chemin... – Didier Chatelle	32
Entre érotisme et angoisse – Christophe Loir	33
■ courrier des lecteurs	34
■ agenda	34

En couverture: Jan Fabre, «Histoire de larmes», Avignon 2005. Photo Wonge Bermann/Troubleyn. Notre dossier **En scène!**, pages 4 et suivantes.

Retrouvez Espace de Libertés sur notre site www.laicite.be

Le respect des Glasgow Rangers

PATRICE DARTEVELLE

À notre époque de politiquement correct hégémonique, le sport, et spécialement le football, ne pouvait être en reste. Tout récemment, la commission de discipline de la Fédération européenne de football (UEFA) a dû trancher une affaire qui, selon les goûts, sera baptisée de blasphème, d'incitation à la haine religieuse, de tolérance ou de liberté d'expression.

Cela concerne un club européen coté, les Glasgow Rangers¹. Le football écossais paraît fonctionner comme fonctionnait son homologue belge jusqu'il y a quelques décennies. Les clubs y ont une connotation religieuse. À Glasgow, les Rangers sont protestants, les Celtic, second club de la ville, sont catholiques. Si les villes belges avaient souvent deux clubs de football, c'était parce que l'un était catholique, l'autre laïque.

Outre que cela n'a plus cours en Belgique, entre Écossais et Belges, il y a une différence fondamentale: le goût écossais du chant en groupe. Et les Glasgow Rangers ont tout un répertoire anticatholique des plus musclés: «*Le pape, on l'encule*», «*Nous sommes les Billy Boys, immergés jusqu'aux genoux dans le sang des sales catholiques*». Ce sont des chansons de supporters buveurs de bière, des moins raffinés, cela ne peut se discuter. Tout cela se chante depuis trois ou quatre générations mais les Espagnols de Villarreal contre lequel les Rangers ont joué en février et mars n'ont pas apprécié, et des poursuites pour «*chants abusifs et discriminatoires*» ont été entamées. Heureusement en vain, car la commission de discipline de l'UEFA a choisi l'acquittement avec une rare sagesse.

Une fois de plus, on voit à l'œuvre la campagne pour le respect des religions et plus largement pour les opinions d'autrui. Tout le monde devrait s'embrasser pour vivre une vie heureuse et sans nuage dans un monde où, au fond, tout le monde s'aime.

L'histoire religieuse de l'Écosse est des plus époustouflantes. Elle est la plus parfaite illustration des absurdités du «sectarisme» protestant et de ses infinies querelles et divisions entre anglicans, presbytériens, épiscopaliens, calvinistes, etc. (sans oublier les catholiques qui continuent de jouer leur partie)².

Récemment, un historien, Georges Corm, a voulu remettre à leur place ceux qui voulaient détruire l'image de la Révolution française (François Furet...). D'après eux, celle-ci, en instaurant une transcendance laïque aurait, après la fin du marxisme, laissé la place nette pour le retour au religieux. Georges Corm leur oppose l'intransigeance idéologique des protestants, spécialement en Grande-Bretagne et plus encore en Écosse. Pour lui, la vraie source du totalitarisme est là.

En Écosse, les exécutions sont légion jusque très tard. Le retour des Stuarts aboutit après 1680 au «Temps des tueries» qui cause sans doute 18 000 mises à mort³. Ce n'est

qu'à la fin du XVIII^e siècle qu'ont cessé les guerres religieuses.

Des massacres imminents?

Depuis, je ne suis pas informé de massacres, mais voilà que maintenant, on essaie de nous faire croire que ceux-ci sont imminents.

Les bonnes âmes locales nous donnent l'argument ordinaire pour réprimer toute expression forte ou blasphématoire de ses convictions: «... *les supporters font partie d'une chaîne. Ils sont à l'une des extrémités: celle des chants et des insultes. À l'autre bout, il y a la violence physique et les crimes*». Mais où sont les crimes en Écosse? On ne peut se servir de la haine raciale et de ses méfaits indubitables pour condamner toute affirmation idéologique au nom d'une idée mystérieuse, le respect. On doit respecter le droit d'émettre des opinions choquantes mais pas le mutisme fondé sur le respect de la bienséance.

Certains supporters, pour éviter les sanctions, argumentent en disant que ces chants sont vides de contenus et ne sont plus qu'un rite.

Je ne suis pas sûr d'une vision aussi irénique. En Écosse, il est davantage probable que les divisions subsistent, mais elles ne se traduisent plus que dans des manifestations cathartiques, dans une enceinte délimitée, à des occasions canalisées.

L'unité d'Ancien Régime

Les foules et les esprits tourmentés peuvent passer de la haine des idées à celle de ceux qui les portent mais qui peut croire que l'Écosse soit à la veille de guerres de religions? Les religions exigent le respect et sont ici prises au piège: elles devraient d'abord commencer par le respect mutuel. L'Écosse fait tache par rapport à ce programme et il faut que les Rangers arrêtent de promener leurs chants et leurs slogans (*No surrender*) dans toute l'Europe catholique.

Parlant des «marches blanches» à la belge, Vincent de Coorebyter hésitait récemment entre plusieurs interprétations. Mais l'une d'entre elles est «*une sorte de retour au mythe d'unité d'Ancien Régime, avant la découverte de la pluralité des convictions politiques et religieuses*»⁴. On a là le signe d'une Europe quasi anesthésiée idéologiquement.

L'important est que nous ayons le cerveau vide. Certes, les religions d'autrefois ne peuvent être pour moi le bon moyen de le remplir, mais ne nous complaisons pas à admirer le néant. Dans tous les cas, si on continue, les ulbistes doivent savoir que les jours du *Semeur* sont comptés: «*Rome tremble et chancelle devant la vérité*», ce n'est vraiment pas dans l'ambiance. ▲

¹ Un article d'Élise Vincent, «Les Glasgow Rangers face à leur culture anticatholique», du *Monde* du 14 avril 2006 explique l'affaire avec une rare complaisance pour ceux qui veulent mettre fin aux chants anticatholiques.

² La lecture de l'opuscule de Richard Kiellen, *Une brève histoire de l'Écosse*, Gill Macmillan, 72 pages, donne une idée de l'hallucinante complexité des conflits théologico-dynastico-nationaux.

³ Georges Corm, *La question religieuse au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2006, cf. pp.26-28 et 89-95.

⁴ Le *Monde* du 30 avril-2 mai 2006.

La querelle vue de Belgique

Théâtre, danse et performance en question(s)

CHRISTIAN JADE

Le festival d'Avignon 2005 s'est lancé dans un de ses exercices favoris: la polémique à outrance, créant un événement largement artificiel: un règlement de comptes sur l'héritage de Jean Vilar d'où la mauvaise foi n'est pas absente. Comme deux des protagonistes, Jan Fabre et Jacques Delcuvelierie, sont au centre du procès intenté par la presse conservatrice française, il est intéressant de remonter aux origines de ces deux figures majeures du paysage artistique belgo-flamand.

La seule vertu positive d'une mauvaise querelle très «parisienne», c'est qu'elle permet de mettre sur la place publique, en page une des journaux nationaux, du *Figaro* au *Monde* en passant par *Libération* ou *l'Humanité*, une polémique culturelle à connotation politique, là où le *fait divers* est roi. Jamais en Belgique, un journaliste culturel n'aurait poussé l'outrecuidance jusqu'à demander, comme Armelle Hélot, du *Figaro*, «la tête» des deux directeurs du Festival, Vincent Baudriller et Hortense Archambault au ministre de tutelle. Leur

crime: avoir osé privilégier, l'espace d'un festival, la danse, la performance et les arts plastiques par rapport au théâtre de texte.

Régis Debray, le maquisard du «Che», crache sur le pont d'Avignon

Même le célèbre révolutionnaire andin des années soixante, Régis Debray, qui n'avait plus mis les pieds au Festival d'Avignon depuis 1956, s'est fendu d'un petit livre confus, défendant l'héritage de Vilar, le père noble du festival, contre l'invasion de la barbarie flamande¹. L'attaque anti-Fabre de Debray est frontale, contre les deux spectacles présentés dans la Cour d'Honneur (*Histoire des Larmes* –création– et *Je suis sang* –reprise de 2002): «Si j'en crois mes yeux, «exprimer l'homme» s'entend à présent au sens presse-citron: en extraire dans un minimum de temps un maximum de sang, sperme, bave, larmes, vomi, règles, sueur, pisse et merde»². Cette critique du côté supposé pornographique, scatologique et violent des spectacles de Fabre est d'ailleurs étendu, *Figaro* en tête, mais pas seulement, à une majorité d'œuvres présentées. Même *Le Monde* s'y met, traitant le spectacle de Delcuvelierie, *Anathème*, totalement axé sur la parole, celle de l'Ancien Testament, de «défaite du théâtre». Bref, l'hallali.

Mais indépendamment de ces humeurs noires, de cette régression de la tolérance au profit d'un moralisme sournois, il y a un thème central intéressant, celui des

Il y a un thème central intéressant, celui des limites entre un «théâtre de texte», chimiquement pur, et un théâtre où l'image, le corps, la danse, la technologie, l'improvisation ont un droit de regard.

limites entre un «théâtre de texte», chimiquement pur, et un théâtre où l'image, le corps, la danse, la technologie, l'improvisation ont un droit de regard. Régis Debray résume bien cette nostalgie française. «À la prison du «livre»... le théâtre à l'estomac... substitue celle de l'image». Le «déménagement des belles-lettres vers les beaux-arts»³ détonne sans doute plus en France qu'ailleurs... C'est le seul pays où le trio de référence, Corneille, Molière et Racine, regroupe trois auteurs dramatiques... Nos grands écrivains ont toujours écrit

pour la scène; notre «anti-théâtre», Ionesco ou Beckett, fut un fait de langage; et Artaud, comédien et acteur, d'abord un écrivain»⁴.

Puisqu'il cite Artaud, alors revenons à la source, le fameux *Théâtre et son double*: «Je dis que la scène est un lieu physique... qui demande qu'on lui fasse parler son langage concret... qui peut s'y manifester et s'y exprimer matériellement... musique, «danse, pantomime», mimique, gesticulation, intonations, architecture, éclairage et décors»⁵.

Nous n'insisterons pas sur cette querelle franco-française, largement obsolète, dans le reste de l'Europe. Les spectacles dépassant le cadre étroit d'un genre, théâtre de texte ou danse pure, comme ceux de Pina Bausch (chahutée à Avignon, lors de sa première apparition, il y a vingt ans, adulée depuis), Bob Wilson, Robert Lepage ou... Jan Fabre sont accueillis *con amore* à Paris comme à Bruxelles, Anvers, Vienne, Tokyo ou New York.

Jan Fabre ou le génie de la dispersion des genres

Jan Fabre fait partie d'une génération de jeunes artistes flamands qui, à partir des années quatre-vingt, a pu faire table rase du passé et tout réinventer, dans tous les domaines, danse, théâtre, peinture. Jan Fabre, mais aussi Alain Platel et Anne Teresa De Keersmaecker, une danseuse formée par Béjart et deux autodidactes, ont délibérément ignoré les frontières entre les genres, produisant des œuvres expérimentales, sortant des sentiers battus. De l'avis de Pieter T'Jonck⁶, l'année charnière est 1982, quand le Kaaithheater de Bruxelles propose un festival. La deuxième œuvre d'Anne Teresa, le duo *Fase*, sur une musique répétitive de Steve Reich, lance sa carrière. Jan Fabre s'y fait remarquer avec... du théâtre, *Het is theater zoals te verwachten en te voorzien was*. Ce trio pratiquera, dans des esthétiques très différentes, un mélange des genres systématique. Anne Teresa, même si la musique contemporaine est le centre de sa réflexion flirtera plusieurs fois avec l'opéra («Ottone, Ottone, Mozart Arias»), le théâtre (Heiner Müller, Brecht, Tennessee Williams, Goethe) ou la vidéo. Le monde d'Alain Platel est un savant mixage de danse et de théâtre mais un théâtre populaire, ironique, humoristique et tendre. Le parler populaire flamand, le quart-monde, il les adopte spontanément mais le mouvement ➤

Jan Fabre, le mélange des genres par excellence: plasticien, écrivain, chorégraphe, metteur en scène (Expositions actuelles au KMSKA et au MUHKA - Anvers - <http://museum.antwerpen.be>).

© M. Swinnen.

¹ Régis Debray, *Sur le pont d'Avignon*, Paris, Flammarion, oct.2005.

² *ibidem*, p.36.

³ C'est nous qui soulignons.

⁴ *Op. cit.*, p.88.

⁵ Cité par Benoît Vreux, dans *Balcon*, les arts de la scène en Belgique, n°1,1996, p.34 souligné par nous.

⁶ In *Balcon*, *op. cit.*, p.65.

Produire dans la différence

FRÉDÉRIC DUSSENNE

Auteur, metteur en scène et pédagogue.
Directeur artistique de *L'Acteur et l'Écrit*.

Le théâtre de création en Belgique francophone a un peu plus de soixante ans. Il est né sous l'Occupation et s'est développé après la guerre autour de deux axes principaux: la volonté de défendre l'identité théâtrale singulière de la Belgique francophone d'une part et, d'autre part, le souci de rendre la culture accessible au plus grand nombre, dans l'esprit de Vilar. Les «pères fondateurs» –Claude Étienne, Jacques Huisman, Roger Domani...– ont dirigé leurs institutions jusque dans les années quatre-vingt et ont ensuite désigné leurs «fils spirituels» pour leur succéder.

Au milieu des années septante, une génération d'artistes metteurs en scène –Van Kessel, Sireuil, Dezotteux, Delval,...– que l'on regroupera sous l'appellation du «Jeune Théâtre», s'oppose au Théâtre national, qui refuse de lui ouvrir ses portes. Elle réclame les moyens et les outils de sa démarche. Son modèle de référence est celui du théâtre critique post-brechtien, incarné par les centres dramatiques français et allemands, et dont l'esthétique, scénographiquement lourde, exige des infrastructures dont le réseau belge francophone ne dispose pas. Le directeur du théâtre, pour eux, c'est le metteur en scène. Leur premier objectif est l'acquisition des outils et du pouvoir institutionnel. Dès qu'ils accèdent à la reconnaissance publique, ils ouvrent leurs propres théâtres et pratiquent une politique de déficit délibéré qui vise à l'augmentation *de facto* de leur dotation, dans l'espoir de hisser leur institution au niveau d'un hypothétique réseau européen. Le formidable essor que le début de l'ère Mitterrand a imprimé à la culture en France et, notamment, la politique de renforcement des centres dramatiques, a largement profité, à travers les coproductions, aux artistes francophones de Belgique. Les temps ont changé...

Le déficit cumulé des théâtres en Communauté française atteint un pic historique en 1988. Afin d'enrayer l'hémorragie, et sans remettre en cause les acquis des nouvelles institutions, les pouvoirs publics trouvent la «solution» à l'étage inférieur, en instaurant un moratoire sur l'accès à la stabilisation des nouvelles compagnies. Celui-ci devait, à l'origine, durer deux ans. Il s'est étiré sur sept longues années. Une génération d'artistes –ceux qui ont aujourd'hui entre 35 et 45 ans et dont je fais partie– a été économiquement et politiquement sacrifiée pour permettre le financement de l'excroissance institutionnelle des années quatre-vingt.

septante, essentiellement à Bruxelles, est l'enfant de mai 68 avec ses composantes à la fois marxistes et libertaires. Le théâtre du corps, version nordique, de Grotowski à Eugenio Barba, (en hommage à Artaud) et la vulgate brechtienne, revisitée par Heiner Müller, seront les moteurs de la révolte. Travail sur le corps avec Frédéric Baal – et son éphémère Laboratoire vicinal; et avec son frère, Frédéric Flamand, installé en 1979 dans la fameuse Raffinerie du plan K: un théâtre où, au début, le corps parle à la place des mots. Logiquement, la danse l'emporte sur le théâtre mais une danse désormais construite sur une réflexion architecturale: encore et toujours le mélange des genres. Chargé de fédérer le renouveau de la danse en Communauté française, via Charleroi-Danses, Frédéric Flamand dirige depuis un an le Ballet de Marseille.

Autre figure de proue du mouvement, tendance renouveau marxiste, Marc Liebens, avec son éphémère Théâtre du Parvis et son Ensemble théâtral mobile, va influencer la réflexion dramaturgique de tout le Jeune Théâtre, de Van Kessel à Dezotteux, de Sireuil à Delval et Wijkaert. La réflexion de cette génération est aiguillonnée par la curiosité insatiable de Jo Dekmine, qui, au Théâtre 140, invite le Living Theater et le Bread and Puppet, puis le Canadien Robert Lepage, sans compter toute la génération des Flamands, dont la Need-company de Jan Lauwers, bien avant leur promotion par le Kunstenfestivaldesarts de Frie Leysen et leur

récente reconnaissance par les derniers festivals d'Avignon. De même, à Liège, le rôle d'éveilleur culturel de Robert Maréchal et de son festival est capital. Mais il ne suffit pas à expliquer la formidable réussite du Groupov de Jacques Delcuvellerie, ce collectif liégeois parti d'une réflexion autodestructrice sur les structures de la représentation classique. La déconstruction de la *Mouette* de Tchekov, dans un *Koniec* (Fin

en russe) emblématique de la mort du théâtre ne fut que le début d'une éternelle renaissance. Après la trilogie «Vérité», associant Claudel, Brecht et un texte actuel, *Trash*, la renommée internationale vint de Rwanda 1994, qui conduisit le groupe dans le monde entier, dont Avignon. Un groupe en perpétuelle remise en cause comme le définit un de ses anciens membres, Benoît Vreux: «Aucune cohérence de la dramaturgie, aucun perfection de l'image scénique, aucune aboutissement de la forme, aucune installation technique de haut vol ne remplaceront jamais la beauté de l'être dévoilé ou habité d'un secret indicible qui se présente ce soir devant mes yeux»⁸. ▲

«Le dieu exterminateur» - Groupov: Anathème, Avignon 2005/KEDA 2006 - Photo Caroline Ooms.

de la danse, souvent interprétée par des amateurs, à ses débuts, donne le rythme et la vie à ses tableaux animés d'une société marginale.

Avec Jan Fabre, on change totalement de perspective. Non seulement il mélange les genres mais il les pratique tous, parfois à l'état pur; au départ plasticien, il devient, sur le tas, écrivain, chorégraphe, metteur en scène. Dans son œuvre, précise Pieter T'Jonck, «toutes ces disciplines renvoient les unes aux autres et partagent une même thématique [qui] s'appuie sur des oppositions entre la discipline et la liberté, l'ordre [le jour] et le chaos [la nuit], le pouvoir et la vulnérabilité, le corps idéal et le corps concret, la culture supérieure et inférieure... Du théâtre bourgeois... il ne reste plus que la charpente. Sur ces ruines, Fabre arrive cependant à susciter des moments d'une beauté extraordinaire, parfois sublime»⁷.

Le Groupov de Jacques Delcuvellerie ou l'éternel recommencement

Jan Fabre est porté par l'élan irrésistible d'une génération relativement unie, qui construit avec joie sur les ruines d'une tradition faible. Jacques Delcuvellerie, Français égaré à Liège, est un outsider magistral d'une génération en révolte contre un père puissant et dominateur, le directeur du Théâtre National, Jacques Huisman. Le Jeune Théâtre, qui se construit dans les années

Jan Fabre est porté
par l'élan irrésistible
d'une génération relativement unie,
qui construit avec joie
sur les ruines d'une tradition faible.

⁷ Pieter T'Jonck: *Qu'en-tendons-nous exactement par «danse»* dans *Balcon*, op. cit., p.69.

⁸ Benoît Vreux, op. cit., p.43.

«Une saison en Enfer», dramaturgie et mise en scène de Frédéric Dussenne d'après Arthur Rimbaud, musique originale de Alberto Iglésias.

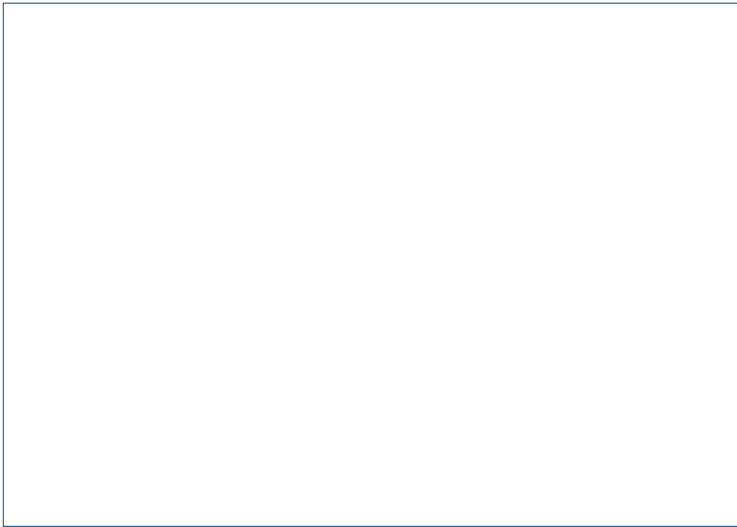
L'accession, en 1990, de Philippe Van Kessel à la direction du Théâtre national verrouille pour quinze ans le paysage institutionnel de la Communauté française.

La même année, la Commission du Jeune Théâtre, dont la création s'inscrivait dans la liste des mesures prises par les pouvoirs publics dans l'arrêté royal de janvier 1975, et dont la mission était le soutien aux formes nouvelles et à l'émergence, se transforme en Commission d'aides aux projets théâtraux (CCAPT), avec un élargissement tel de ses missions qu'on pouvait lire dans son rapport d'activités 2003/2004: «Le rôle de la CCAPT est de promouvoir et développer la création théâtrale en Communauté française». N'est-ce pas là la définition claire et concise d'une politique globale du théâtre? Il est vrai que la CCAPT soutient aujourd'hui l'ensemble du secteur depuis le Théâtre de l'Alliance (créé en 1950) jusqu'au tout jeune metteur en scène qui fait son premier projet, en passant par à peu près toutes les institutions théâtrales du paysage qui coproduisent de façon largement minoritaire en termes d'investissement en argent frais, des projets aidés par elle. La création théâtrale en Communauté française dépend aujourd'hui très largement de la CCAPT dont le ➤

budget équivaut à cinq pour cent du budget global du théâtre...

La priorité, c'est la création

La politique culturelle de la Communauté française, sans oser désavouer les institutions fondatrices, relaye depuis plus de vingt ans la vision des tenants de la génération du «Jeune Théâtre», en donnant systématiquement la priorité à l'institution sur l'artiste. Quatre-vingts pour cent du budget du théâtre sont consacrés aux contrats programmes des grosses structures. Ce modèle centraliste à la française –évitant le «saupoudrage»– peut apparaître comme le plus rationnel à court terme. C'est surtout le plus aisé à contrôler. Mais il ne correspond plus à la réalité



«Un Pays noyé», dramaturgie et mise en scène de Frédéric Dussenne d'après Paul Willems, musiques de Franz Schubert et Pascal Charpentier.

du secteur. Nous ne pourrons jamais lutter à armes égales avec nos voisins sur le terrain institutionnel. Nous sommes un trop petit pays avec une trop forte densité de créateurs au kilomètre carré. Mais notre faiblesse est aussi notre force. Notre rayonnement international dépend de nous. Il est beau d'avoir des vitrines. Mais il faut avoir des œuvres à y exposer. La priorité, c'est la création. La Flandre l'a compris il y a longtemps. Sans doute parce que la culture y est un véritable enjeu politique.

Les démarches théâtrales importantes qui se sont développées au cours des vingt dernières années n'ont pas été initiées dans l'institution. Notre génération a transformé le handicap de sa précarité en force, en faisant évoluer sensiblement les formes. En recentrant les priorités sur l'interprète, nous avons bouleversé le statut du texte, de l'acteur, du metteur en scène, intégré les nouvelles technologies, mélangé les genres, en supprimant notamment les frontières qui existaient entre la danse, le théâtre, les arts du cirque. Nous avons suscité et soutenu des écritures nouvelles, formé et dissous des compagnies, ouvert des réseaux alternatifs, réformé la pédagogie de l'acteur. Les spectateurs le savent. Nous les avons rencontrés en nombre.

Nous aurions pu, nous aussi, ouvrir des lieux, fonder nos propres institutions, comme le fait aujourd'hui, de manière un peu suicidaire, la nouvelle génération. Mais il y a

des infrastructures équipées et dotées en Communauté française. Il faut que les artistes y aient accès. Et il est essentiel de donner la priorité à l'humain sur les briques.

Le double modèle historique sur lequel se fonde notre réseau est obsolète. La vision des «pères fondateurs» plaçait structurellement l'artiste en position d'exécutant du désir institutionnel. Bien sûr le dialogue pouvait –et peut encore– s'instaurer entre un directeur de théâtre et un créateur. Mais, quand la nature du projet bouleverse trop les habitudes de l'institution, le balancier retourne toujours du côté du plus fort et c'est la radicalité de l'œuvre qui en pâtit. La vision des metteurs en scène/directeurs du «Jeune Théâtre» tend à l'identification de l'institution à l'artiste qui la dirige et présente donc le risque du repli sur soi. Elle pose en outre la question de la carrière dudit directeur. Où aller, en effet, après trois mandats à la direction artistique du Théâtre national?

La création entravée par la lourdeur institutionnelle

Nous avons élaboré des processus de production plus dialectiques, en expérimentant toutes les formules de collaborations avec les institutions. Accueils, coproductions, compagnonnages, résidences, artistes associés... Ce dialogue entre l'artiste et l'institution est la seule issue pour le secteur. Mais il faut que le rapport de force soit mieux équilibré. Il y a une disproportion indécente entre les moyens qui sont attribués aux structures et ceux qui reviennent directement aux créateurs. Pour pouvoir programmer une œuvre, il faut d'abord la produire. C'est-à-dire *répéter* un spectacle. Ce travail-là se réalise sous le régime de l'intermittence. L'examen de la synthèse des charges et produits du Théâtre les Tanneurs, par exemple, révèle que moins d'un tiers de la subvention d'exploitation y est consacré à la production théâtrale... La lourdeur institutionnelle entrave la création. Les compagnies donnent toujours la priorité à l'artistique. Elles peuvent donc devenir les garants d'un nouvel équilibre, plus favorable à l'intermittence. Si l'on souhaite que l'ensemble du réseau s'ouvre à la différence, il faut renforcer leur pouvoir afin qu'elles deviennent des interlocuteurs incontournables pour les institutions.

Les conclusions du document «Priorités Culture», issu des États Généraux, sont encourageantes mais incomplètes.

Pour la première fois depuis 1975, un vrai projet de politique culturelle est mis sur la table. Il est porté par l'ensemble d'un gouvernement, qui devrait, en conséquence, en assumer la responsabilité budgétaire. Il augure de meilleures synergies entre des domaines de compétences complémentaires (école/culture, relations extérieures/diffusion, enseignement supérieur artistique/culture...)

Les priorités dégagées répondent globalement aux préoccupations exprimées par le secteur, remettant l'artiste au centre du dispositif d'intervention publique¹. Ce projet politique s'accompagne de propositions concrètes de refinancement au-delà des moyens propres de la Communauté française².

Rien, par contre, sur le rééquilibrage des forces entre les compagnies de création et les institutions. C'est le chantier principal des années à venir. Il y a urgence. ▲

Mon cheval pour un théâtre!

SOPHIE CREUZ

Visionnaire ou gestionnaire, créateur ou chef d'équipe? Il y a probablement autant de styles de directeurs qu'il y a de théâtres en Communauté française!

Petit rappel, le théâtre belge en tant que tel démarre réellement pendant la guerre à la faveur, si l'on ose dire, de la fermeture des frontières. Avant cela, les théâtres, tel Le Parc, recevaient beaucoup les spectacle français, soit en rodage –la Comédie française– soit en vedette; nos comédiens se contentant de donner la réplique aux têtes d'affiche. Au mieux, on remontait les succès parisiens dans la même mise en scène. En 1943, Claude Étienne fonde le Rideau de Bruxelles, le Théâtre National est créé par l'État en 1945 avec pour directeurs Jacques Huisman et son frère Maurice; le Théâtre des Galeries de Jean-Pierre Rey démarre en 1949, le Théâtre de Poche en 1951. Des lieux habités de la même volonté de donner à voir un répertoire contemporain et/ou classique, dans un langage d'aujourd'hui pour un public varié.

Les administrateurs actuels de ces vénérables maisons sont-ils différents de leurs pères fondateurs? «*Non, dit Yves Larec, directeur du Théâtre du Parc depuis 1987, nous avons plus de collaborateurs que jadis mais il n'empêche que je suis tout à la fois responsable de la programmation et du budget. La qualité essentielle? Aimer cela*». La plupart de nos directeurs sont ou ont été comédiens ou metteurs en scène. Pas tous. Patrick Colpé, qui a formidablement donné vie au Théâtre royal de Namur, est un universitaire venu au théâtre par hasard et resté après un coup de foudre pour «Le Cercle de Craie caucasien» de Benno Besson vu à l'Atelier théâtral d'Armand Delcampe. Il a fait ses classes pendant treize ans auprès de ce dernier. Yves Larec, Jules-Henri Marchant au Rideau de Bruxelles, Patrick Descamps au Théâtre de l'Ancre, Michel Kacene-lenbogen et Patricia Ide au Théâtre Le Public, que nous avons rencontrés, sont aussi artistes. Comme l'était Claude Étienne, Claude Volter qui fonda sa compagnie avec son épouse Jacqueline Bir, comme le sont Armand Delcampe, Herbert Roland du Théâtre de la Vie, Daniel Scahaise au Théâtre de la place des Martyrs, ou Philippe Sireuil, Marcel Delval et Michel Dezoteux qui, un temps, dirigèrent à trois Le Varia. La fonction crée l'organe, et parfois le contraire puisque l'ingénieur comédien amateur

Jacques Huisman, signa quatre-vingts mises en scène au Théâtre National et fut un grand capitaine de vaisseau théâtral.

Est-il souhaitable qu'un théâtre soit dirigé par créateur? Ne pourrait-il l'être aussi bien par un gestionnaire? «*Non, disent-ils unanimement. Il y a très peu de grandes aventures théâtrales qui n'aient été portées par des artistes*». Et pourtant, il est de notables exceptions, de formidables catalyseurs d'énergie, pionniers d'avant-garde comme Roger Domani ou Jo Dekmine au 140 découvrant les auteurs (Ionesco, Tardieu, Arrabal...), donnant l'occasion aux comédiens et au public de se frotter à une autre pratique..

Quarante ans à la direction de leur maison, Jacques Huisman, Claude Étienne, Roger Domani, Jean-Pierre Rey, Claude Volter l'ont fait ou presque. Est-ce souhaitable, est-ce encore possible aujourd'hui? «*Je ne le pense pas*», dit Jules-Henri Marchant co-directeur avec Martine Renders du Rideau de Bruxelles, successeurs désignés par Claude Étienne en 1993. Un tandem qui fonctionne à merveille, lui à la direction artistique, elle à l'administration. «*Mais la rotation rapide est dangereuse aussi, dit-elle, en quatre ans, on n'a pas le temps de développer un projet artistique*».

L'artistique, l'humain, les finances

Depuis trois saisons, Patrick Descamps, nouveau directeur artistique du Théâtre de l'Ancre, –appelé par son fondateur Jacques Fumières encore à ses côtés– apprend le métier: composer avec ses envies, celles du public et son budget. L'équipe, la salle, les sous, l'artistique, l'humain et les finances: trois impératifs avec lesquels il faut jongler. Comédien, Descamps découvre avec bonheur l'envers du décor. «*Quand on crée, rien n'existe, j'ai appris la gestion du temps des autres, la rencontre avec le public, les enfants des anciens abonnés!*». Cette filiation dans le changement est presque une constante. David Michels à la tête des Galeries est le dauphin formé par Jean-Pierre Rey, comme le fut Roland Mahauden au Poche. Ces succes- ➤

sions sont parfois douloureuses, on l’a vu à la Comédie Claude Volter où le duo antinomique Michel de Warzée et le très regretté Philippe Volter n’a pas fonctionné. Il y a eu aussi le licenciement cavalier de Philippe Sireuil par Armand Delcampe reprenant brutalement les rênes après les avoir confiées à un homme qui ne partage pas la même vision du théâtre.

Quelle est la place d’un directeur de théâtre? *«Ma position est trois quart vers le public, un quart vers le plateau, avec dans la salle un artiste qui regarde la scène en complicité avec moi»*, dit Patrick Colpé. Chaque maison a une couleur, le spectateur sait qu’au Varia, il ne trouvera pas la même humeur qu’au Rideau ou au Parc, pas le même rapport scène/salle. Cette préoccupation du public mais aussi des acteurs est une évidence qui pourtant dans le projet de décret des arts de la scène en 1999 apparaissait très peu. *«On n’y parle qu’une seule fois du public et à aucun moment des comédiens»*, relevait Jacques Huisman, infatigable observateur de la vitalité artistique et gardien de la notion de service public.

Trop de salles, trop peu de public

Une préoccupation que, dans les années septante, ne partage pas nécessairement Le Jeune Théâtre qui piaffait d’impatience, avec juste le besoin d’exister, d’expérimenter une autre dramaturgie (le mot est lancé). Et qui se heurte aux Huisman et autres, peu enclins à leur ouvrir leur théâtre. Un nouveau public suivra Van Kessel, Liebens, Frédéric Flamant, Martine Wijckaert, etc.. dans des lieux incongrus: casernes, caves... À l’époque, il y a cinq, six directeurs de théâtre et le paysage est bétonné. Aujourd’hui, d’autres jeunes et de moins jeunes, attendent une reconnaissance, des subsides, un lieu. Les aînés crient au casse-cou, cinq écoles de théâtre déversant chaque année quatre-vingts comédiens c’est trop, impossible à absorber. La Communauté française, bien que peu dotée financièrement, compte un nombre impressionnant de compagnies et de théâtres: quarante lieux rien que pour Bruxelles. Trop, disent certains, le public n’est pas extensible, certains soirs, les salles ne sont qu’à demi-remplies.

Et puis, la spécificité de chacun est plus floue qu’auparavant, les même auteurs se retrouvent à l’affiche de divers théâtres, les mêmes comédiens aussi. Reste que chaque directeur imprime une personnalité à sa maison: au Rideau, Marcel Delval ou Frédéric Dussenne à la mise en scène *«portent un regard différent sur les mêmes choses»*.

Michel Kacenelenbogen et Patricia Ide au Public, acteurs et gestionnaires.

Patrick Descamps, un comédien aux commandes du Théâtre de l’Ancre.

Jo Dekmine: un pionnier au 140.

Parfois on reprogramme un auteur qui déplaît au public, on insiste! Le directeur doit-il composer sa saison en fonction de ses spectateurs?

«Ne pas donner au public ce qu’il croit aimer mais ce qu’il ne sait pas qu’il aime», disait Claude Étienne. *«La première saison, j’ai fait l’affiche en pensant au public et je l’ai regretté, dit Patrick Descamps, parce que les spectateurs de l’Ancre sont magnifiques, prêts à beaucoup de choses»*. Yves Larec a, dit-il, *«le même goût que [mon] public: un beau texte, une belle langue»*. *«Je ne monte jamais au Théâtre Le Public quelque chose en me disant ça va marcher; nous programmons ce que nous avons envie de voir, des auteurs aussi différents qu’Eric-Emmanuel Schmitt ou Véronique Olmi. Et ne nous trompons pas, un spectacle qui plaît n’est pas forcément mauvais...»*. Même politique pour le Théâtre royal de Namur qui alterne les grosses vedettes de qualité et les créations de jeunes. Une forme de «dissonance culturelle» qui plaît à Patrick Colpé qui se veut *«passeur d’une intelligence collective, trait d’union de rencontres formatrices»*.

Nous n’avons pas chez nous des Ariane Mnouchkine ou des Peter Brook qui attirent autour d’eux une troupe au service d’une «école» tout à fait particulière, aussi est-il est important de nous les montrer. À chacun ses missions mais tous les théâtres proposent, dans la mesure de leurs moyens, des créations d’auteurs belges notamment, ce qui n’est pas forcément dans leur cahier des charges.

Reste la problématique des subventions. Bien évidemment, les recettes propres ne suffisent pas, elles n’ont jamais suffi. Le Théâtre du Méridien vient d’en faire les frais qui, emporté, a mis à l’affiche plus de spectacles qu’il ne pouvait en payer. Dans ce cas, ce sont les artistes qui trinquent. Certes le Public et les Galeries ont des rentrées propres mais insuffisantes pour assurer toute une saison, avec une telle offre de spectacles. Michel Bogen a mis son expérience d’homme d’affaires au service d’un théâtre qui a englouti ses fond privés –comme jadis Claude Étienne et Denyse Périez– pour jouer le théâtre qu’il avait envie de voir. Il a désormais une petite subvention. Les sous, les lieux, cela reste le problème des jeunes compagnies qui gèrent leur existence au coup par coup, espèrent une résidence aux Martyrs, le National ou ailleurs, ou foncent, ouvrent une arrière-salle de café, jouent envers et contre les vicissitudes et rêvent qu’un directeur de théâtre leur donne leur chance. Mais pour cela aussi il faut des sous. Un cercle vicieux, au sens propre. ▲

Entre arts de la scène et télé

Scène... de ménage

FERNAND LETIST

La télévision a progressivement boudé la diffusion de «spectacles vivants». Son modèle économique, l’émergence d’une écriture télévisuelle propre, et aussi parfois les résistances des arts de la scène eux-mêmes, ont mené à ce déclin.

D’emblée, ce fut le malentendu. À peine le téléviseur s’illuminait pour le grand public, il y a un peu plus de cinquante ans, que les décideurs de l’époque le bombardaient d’une mission toute faite: cultiver, éduquer, informer et divertir. Cependant, dans l’esprit de l’époque, cultiver voulait surtout dire transmettre au plus grand nombre la culture classique. Ce n’est pas un hasard si les premiers programmes retransmis furent des pièces de théâtres ou des dramatiques.

Cette approche, plus originelle qu’originale, colle depuis au petit écran, essentiellement de service public. Au fil des décennies, les milieux culturels ont fini par considérer comme le plus sournois des traîtres cet outil manquant à la mission première qui lui avait été assignée. On l’idéalisait bouillon de culture, on le taxe aujourd’hui d’être bâillon de culture. Tout étant bien sûr dans la définition qu’on donne au mot «culture». Les plus élitistes vous diront que hors Arte, point de salut. D’autres, moins rabiques, reconnaîtront les efforts d’une chaîne comme la RTBF qui sur la Deux maintient un cap culturel appréciable, que le projet de décrochage Bel Arte devrait accentuer en septembre. D’autres vous diront encore que l’identité culturelle est présente à tous les niveaux des grilles de télévision.

La pièce de vaudeville «L’alarme fatale» montée par Marc Herman (auteurs des «Stuut») et vue en direct fin 2005 sur la Une RTBF par 300 000 personnes, n’est-elle pas aussi du spectacle vivant? Tout comme les pièces ou one-man show d’un François Pirette sur RTL-TVI ou «Le plus

grand cabaret du monde» de Patrick Sébastien, champion des audiences de France 2 à coups de numéros visuels et de numéros de passe-passe de toute beauté.

«Sacrilège», hurleront en chœur les gardiens du temple des arts de la scène pur et dur. Pour qui la télévision est mère de tous les maux endurés par l’univers du spectacle vivant.

L’extrême a toujours tort et la remise en question devrait être le maître-mot, tant du côté des arts de la scène que de la télévision. D’abord, qui a dit que les deux langages narratifs étaient d’office compatibles? En effet, tout est captable en télévision, du concert de rock à la plus intimiste des pièces d’avant-garde, mais la télévision a ses propres codes que la scène a semblé longtemps vouloir ignorer. L’artiste, l’auteur de l’œuvre se drapant parfois dans son orgueil de créateur. Cependant, marier les langages, les méthodes de narration, la mise en scène et la mise en image nécessite un réel dialogue artistique.

Ex-directeur de la Une RTBF et surtout réalisateur de formation, Eric Poivre insiste: *«il faut une synergie entre le réalisateur de télévision et le metteur en scène. Le premier doit bien connaître les intentions du second, comprendre l’œuvre, observer la narration pour en donner une traduction dynamique à l’écran, une transposition fidèle mais adaptée à la télé. Filmer un spectacle vivant, c’est comme filmer un match de football. La télévision ne va pas changer le résultat final ou la beauté intrinsèque du spectacle mais il peut le transcender, le rendre accessible au plus grand nombre»*. ➤

«Filmer le théâtre est un art vivant»

En France, plutôt que de constater stérilement l'élargissement du fossé entre télé et arts de la scène, s'est créée une Coopérative de production audiovisuelle théâtrale (COPAT) regroupant plusieurs théâtres. Avec deux objectifs principaux: garder une trace des pièces et d'autre part, faire en sorte que la manière de filmer le théâtre évolue de façon à retrouver les faveurs des chaînes de télévision. La COPAT est déjà à la tête d'un catalogue de cent pièces. *«Filmer le théâtre est un art vivant, clame à qui veut l'entendre Pascal Peyrou, directeur de la Coopérative. Aujourd'hui, pratiquement toutes les pièces peuvent être filmées en restituant la dynamique du théâtre avec l'efficacité du cinéma. [...] Pour éviter la dénaturation, l'essentiel réside dans la communication entre le réalisateur et le metteur en scène».*

Du côté des chaînes surtout publiques, on n'exclut en rien les arts de la scène de la gamme de programmes possibles. Cependant, on observe quelques paramètres pour son positionnement dans les grilles. Dans son récent rapport «Télévision publique: demandez le programme!», le député français Dominique Richard y décrète: *«Il y a une vie en dehors du primetime, et clame, la journée et les secondes parties de soirée constituent des cases appropriées à l'innovation, au patrimoine et à la prise de risque. Par ici donc la diffusion de pièces, d'œuvres françaises, de concerts ou d'autres grandes œuvres culturelles».*

Par contraste, malgré ce qu'en disent nos milieux culturels, la RTBF va plus loin que ses voisins dans la mise à l'antenne de spectacles vivants, mais bien sûr sur la Deux

(voir interview). *Nous avons deux chaînes avec des objectifs éditoriaux différents, indique Eric Poivre devenu responsable du développement des programmes. Si vous mettez un opéra, une pièce de théâtre ou un concert rock à l'antenne, que ce soit sur la Une ou la Deux, il réalisera la même audience car son public sera au rendez-vous. Mais si ce programme, a priori, de par sa nature n'est pas promis à un grand succès public, sa place n'est pas sur la Une. Car la Une tire sa légitimité en réalisant des audiences larges, populaires et familiales. Sur la Deux, 70 000 personnes, cela reste formidable.*

Cependant, à l'heure de l'évolution technologique galopant vers le «ce que je veux, quand je veux et où je veux», l'acharnement à vouloir se faire diffuser absolument à tel endroit d'une grille de programmes d'une télé publique généraliste semble assez désuet. Tout autant que d'imposer des quotas obligatoires de tel type d'œuvres aux chaînes publiques.

En Suède, au Royaume-Uni et en Allemagne, allergiques à une culture réduite à des programmes élitistes, on ne fait pas de distinction entre les programmes dits «culturels» et les autres et on fait confiance à l'indépendance éditoriale des opérateurs publics et privés.

Imposer des quotas n'a jamais dopé la créativité

En revanche, en Belgique, en France et au Canada, l'approche est plus réglementaire, menant à une définition restrictive de la culture, qui devient un objectif éminemment politique ainsi qu'un objectif de discrimination posi-

tive en faveur de certaines catégories de programmes. D'où l'intervention massive du politique sur ce terrain pour «promouvoir le patrimoine culturel» au sens large. On le voit depuis quelques mois dans le cadre de la renégociation du contrat de gestion de la RTBF avec sa ministre de tutelle, Fadila Laanan. L'exercice comporte l'inconvénient qu'imposer des quotas n'a jamais dopé la créativité artistique et qu'une chaîne peut très bien satisfaire en nombre requis de programmes «culturels» dont, à l'épreuve, la qualité peut s'avérer médiocre.

À l'heure du *podcast* radio et bientôt télé, des services de *video on demand* appelés à se développer tous azimuts et de l'explosion de l'offre télévisuelle numérique, c'est aujourd'hui au milieu de la scène de s'adapter et d'épouser cette nouvelle modernité, sans jamais oublier ses fondamentaux: un spectacle théâtral, musical, humoristique, c'est avant tout la rencontre vivante entre une œuvre, une scène et un public en chair, en os et en âme. Caméras ou pas. ▲

Le sursaut RTBF

Donner envie d'aller au théâtre

Un entretien avec Carine Bratslawsky

Depuis quelques mois, la RTBF a amorcé une nouvelle politique de programmation de spectacles vivants. Carine Bratslawsky, jusqu'il y a peu responsable de la Deux et aujourd'hui en charge des rapports avec Arte, en tire les enseignements.

Depuis quelques mois, vous avez programmé régulièrement du «spectacle vivant». Une expérience heureuse?

Oui. Cette politique s'est marquée autour des fêtes de fin d'année et depuis janvier, surtout le samedi à 21 heures. Pour tenir sur la distance, on avait acheté quinze spectacles. Il y a eu aussi des spectacles programmés par la Une mais là se pose la question de la définition. Les Frères Taloché, est-ce encore du «spectacle vivant»? Ma démarche sur la Deux a été d'amorcer une politique de programmation éclectique et contemporaine, en privilégiant quand c'est possible les spectacles du cru. Pour fidéliser et attirer, il faut savoir équilibrer entre spectacles exigeants et spectacles plus grand public avec des acteurs connus. On a diffusé la pièce avec Darry Cowl «La surprise» ainsi qu'un classique comme «Le Dindon». Sur la saison, les audiences ont oscillé entre 9 000 à 70 000 personnes. Zidani a, par exemple, fait 64 000.

Quels enseignements en tirez-vous?

Une chose a été frappante. Dès qu'on a fortifié et systématisé la diffusion de ces spectacles vivants, du théâtre au one-man show, c'est le genre de

programmes qui a suscité le plus de courriels. On nous disait *«enfin du théâtre, enfin du spectacle»!* De plus, on a renoué des liens avec le monde de la scène belge, on est allé partout et on a parlé avec tout le monde.

Et maintenant?

La question est: après ces débuts enrichissants, que faire pour mieux éditorialiser cette programmation théâtrale? Mieux la programmer, l'anticiper, l'encadrer? Je suis d'avis qu'il faut donner plus que le spectacle lui-même. L'emballer avec des propos de metteurs en scène, de comédiens, du public. On a deux options pour rendre cela encore plus attractif: faire du direct, avec la part de risque mais aussi de supplément d'émotion que cela implique. Que cela soit un événement bien emballé. Ou alors, faire une émission avec des reportages et seulement un montage de certains passages du spectacle, pas son intégralité. Faire ce que l'on a fait, cela marche si on est en résonance avec l'air du temps mais à un rythme hebdomadaire, c'est difficilement tenable. On pourrait passer à une fréquence mensuelle avec une seule grosse captation en direct et coller au plus près au spectacle. Mais c'est un pari difficile.

Depuis l'origine, le fossé n'a fait que s'élargir entre télévision et arts de la scène. C'est toujours sensible?

C'est toujours le grand débat sur la préservation de l'œuvre originelle: que faut-il pour la rendre attractive pour la télé? Faut-il se contenter d'une captation ou oser une re-création? Et puis, ce

couple est toujours dans le paradoxe. Ma démarche télé vise à donner envie aux gens d'aller au théâtre et en même temps, on leur apporte le spectacle à domicile. L'un n'exclut-il pas l'autre? Le nœud reste vraiment de déterminer les formes télévisuelles spécifiques qui puissent servir le mieux le théâtre sans le dénaturer. Je crois aussi que la télévision a un rôle fondamental à jouer pour faire vivre les comédiens. Cela se fait par la fiction télé mais on doit davantage s'imposer comme vitrine de ces talents de la scène à travers des émissions spécifiques autour du spectacle.

Quel accueil vous réserve le milieu des arts de la scène?

Coopératif, à une exception près, qui est Charlie Degotte. Il était dans la démarche tout ou rien pour son spectacle. Il ne voulait pas faire de concessions à la télé. C'est pourtant ensemble que l'on doit envisager les différents traitements possibles, la forme idéale entre la captation, la re-création ou le direct. Le théâtre, c'est plus fort en direct, comme le foot, qui est aussi un spectacle. ▲

Propos recueillis par Fernand Letist

Une troupe «à contretemps»

PROPOS RECUEILLIS PAR JULIEN DOHET

Un théâtre militant est-il possible aujourd’hui en Belgique francophone? Pour avoir un éclairage sur cette question, nous avons rencontré Patrick Zeoli¹, metteur en scène de la troupe «La joyeuse compagnie du bonheur».

Quelle est l’histoire de «La joyeuse compagnie du bonheur»?

La troupe existe depuis 2001 et mélange des acteurs professionnels et des amateurs qui se connaissent tous d’endroits divers. Tous les membres étaient à la recherche d’une alternative aux théâtres traditionnels et désiraient pouvoir jouer d’une véritable indépendance dans ce qu’ils font et plus encore dans la manière dont ils le font. Nous faisons du «théâtre intervention», forme qui se rapproche plus du Théâtre Action que du Théâtre Forum. Après avoir joué *Une toute petite voix* qui évoquait la recherche du bonheur et *Ainsi font* qui traitait de la manipulation au

sens large, et non pas seulement de celle des médias, nous avons réalisé un spectacle pour Amnesty International sur les réfugiés. Dans ce spectacle, le public était directement impliqué: lorsqu’il arrivait sur le site, nous le plaçons dans la situation d’un réfugié arrivant en Belgique. Nous avons également fait en décembre 2004 du théâtre de rue avec *Résistance à l’agression publicitaire*.

Donc, en très peu de temps nous avons expérimenté pas mal de formes différentes, et nous étudions déjà comment modifier à nouveau significativement notre mode d’expression pour notre prochaine pièce car ce que nous privilégions, c’est le processus de création, plus que les représentations proprement dites.

Justement, votre dernière pièce, «Silence on ferme», illustre votre démarche et de la manière dont vit une troupe de théâtre «alternative» aujourd’hui.

Oui, car, outre notre démarche artistique particulière, nous avons tous un regard critique sur la société d’aujourd’hui et désirons utiliser le théâtre pour également faire passer un message et amener les gens à réfléchir sur le monde qui les entoure. Nous voulons clairement avoir un théâtre ancré dans les réalités quotidiennes des gens. C’est pourquoi, quasi naturellement, nous avons décidé, à l’occasion de la fermeture du haut fourneau numéro 6 de Cockerill à Seraing le 26 avril 2005, de non seulement rendre hommage aux gens qui ont exercé depuis des siècles le dur métier de métallurgiste, mais également de témoigner du traumatisme que la fermeture du HF 6 a provoqué chez les travailleurs et leurs familles et plus largement dans l’ensemble de la région.

Afin de coller à la réalité, nous avons fréquenté pendant près d’un an la ville de Seraing et les alentours de Cockerill pour recueillir les témoignages de travailleurs et d’habitants mais aussi de responsables. Rien que pour les témoignages de travailleurs, nous avons recueilli une ving-

«La joyeuse compagnie du bonheur» en action.

taine d’heures d’interviews. Ensuite, le contenu clairement défini, nous avons réfléchi à la forme la plus appropriée pour rendre palpable le drame social qui se joue et le fait que, plus qu’une usine, c’est une région qui se meurt petit à petit.

Parlons de la forme très particulière, avec de la musique mais aussi la présence de la marionnette de Tchantchès.

En plus de différentes techniques d’expressions théâtrales et de l’utilisation de la vidéo, nous avons sur scène un groupe qui joue en live, le groupe Pakap partiellement composé de membres de la troupe. Les autres musiciens sont également des connaissances qui nous ont rejoints sur ce projet en accord, non pas prioritairement pour la performance scénique, mais sur le fond, même si la dimension artistique n’est jamais totalement absente. C’est également le cas des marionnettistes.

Pour répondre plus précisément à la question, la place de Tchantchès est très importante. Il représente la tradition liégeoise –importée d’Italie, déjà!– d’un théâtre populaire fait à l’origine avec peu de moyens par des gens du peuple pour des gens du peuple. Il symbolise aussi un esprit de résistance, l’esprit frondeur liégeois, la «grande gueule» qui ose dire NON, qui dit ce qu’il pense et ne se laisse pas faire, même devant les plus grands. De plus, le personnage a toujours été vecteur de la «voix populaire». Les spectateurs savent donc qu’il pousse un peu», ce qui nous permet de lui faire dire des choses plus directes et très critiques. Enfin, et c’est important dans la dynamique globale de la pièce, l’humour omniprésent dans ses apparitions permet de continuer à faire passer le message tout en permettant aux gens de respirer intellectuellement et émotionnellement après des moments parfois très durs. Il constitue donc aussi un moment de respiration.

Les réactions ont été diverses.

L’accueil de la pièce par le public a été très favorable. Tous les travailleurs se retrouvent, et pas seulement les métallurgistes, dans les scènes parlant des objectifs, de l’employabilité, dans les discours tenus sur le reclassement, dans la déshumanisation totale des conditions de travail... En revanche le monde politique sérésien qui a assisté à la première représentation a été fortement refroidi et nous l’a fait savoir. Notre critique très ferme de la démission du politique face au pouvoir économique et la dénonciation des leurres que sont les cellules de reconversion, notamment, ont été mal pris. Pourtant, et les gens qui viennent nous voir le reconnaissent, nous ne tenons pas un discours

poujadiste du style «tous pourris», et encore moins un discours antipolitique. C’est exactement l’inverse. Un des principaux messages de la pièce est justement de dire que la politique –au sens noble du terme– doit reprendre ses droits et oser affronter le capitalisme, le tout étant argumenté dans les textes. Et puis, est-il si dérangeant aujourd’hui de terminer une pièce par *L’Internationale* en appelant les gens à lutter pour leur avenir, leur donnant symboliquement un morceau de tissu rouge?

Pour revenir au début de notre entretien et aux difficultés du théâtre aujourd’hui, pouvez-vous nous dire où et combien de fois vous avez joué la pièce?

Illustration du bon accueil de la pièce par les gens, nous avons déjà joué onze fois la pièce, dans quatre lieux différents, tous plus ou moins alternatifs, dont un théâtre de Liège. Entre 600 et 700 personnes ont vu le spectacle, qui a quasi toujours été joué devant des salles pleines. Nous avons nous-mêmes été surpris de ce succès et nous avons des contacts pour la jouer encore une bonne dizaine de fois. Outre le rêve de la jouer un jour dans les usines de Cockerill, nous avons de grosses difficultés à monter la pièce dans les centres culturels de la banlieue ouvrière rouge de Liège. Son coût n’est cependant pas si élevé, 500€, notamment grâce à une aide de la Province de Liège, qui fournit le matériel d’éclairage et une régisseuse pour chaque représentation. Ce coût très bas nous permet d’être très libres dans nos choix et de ne jamais être un frein pour nos éventuels partenaires.

Attribuez-vous cette difficulté à votre message politique?

Pour une petite partie. C’est surtout un constat général qu’il faut tirer pour la production théâtrale en Belgique francophone. Les médias ne s’intéressent qu’à quelques personnes confirmées médiatiquement et qui sont souvent les seules à pouvoir être professionnelles. Ainsi, seul *Le Soir* a parlé de la pièce, dans ses pages régionales, et seulement sur la base du dossier de presse, c’est-à-dire sans venir la voir. Dans ce cadre, les centres culturels se montrent malheureusement fort frileux dans leur programmation alors qu’en théorie, ils ont pour mission d’être ancrés et de parler du réel. Pour le théâtre en Belgique, et plus globalement pour le monde artistique, il serait en quelque sorte rassurant que ce soit notre affirmation politique marquée qui pose problème, mais ce n’est malheureusement pas le cas.

Vous vous inscrivez également dans une démarche plus globale.

L’implication théâtrale est très lourde et demande une énergie constante. Outre le projet d’une semaine de l’art engagé pour fêter en 2007 les 39 ans de mai 68, évitant ainsi les dates fixes habituelles, nous avons mis sur pied une asbl afin de mieux faire connaître notre travail mais aussi de créer un réseau autour de notre démarche et du message qu’elle délivre. Cette asbl que nous avons baptisée «à contretemps» veut encourager le développement de scènes ouvertes qui permettent d’être à la fois public et artiste, mais aussi d’établir des échanges entre artistes d’horizons divers et de se réapproprier l’art, le tout en gardant un esprit critique qui refuse le fatalisme et vise à remettre l’utopie au goût du jour.

Je résumerai l’ensemble de notre démarche comme la volonté que l’art soit un moyen de communication et non un produit de consommation. ▲

Frans Masereel, «Route des Hommes» au Mac’s jusqu’au 13 août 2006 – www.mac-s.be
Le développement industriel, les inévitables injustices et catastrophes peuvent aussi être théâtralisés.

¹ Informations: www.zeoli@versateladsl.be.

Une interview de Pierre Galand, président élu du CAL

Ne pas devenir le village d'Astérix

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICE DARTEVELLE ET NICOLE NOTTET

D'origine chrétienne, sorti de l'UCL, comment en êtes-vous arrivé à adhérer à la laïcité et à la laïcité philosophique?

Pierre Galand: Le doute est intervenu durant mes études à Louvain qui, à l'époque, était une université de grande ouverture, puisqu'on y étudiait le marxisme, ce que l'on ne faisait pas à l'ULB au même moment. Comme je faisais de la philosophie et des sciences politiques, j'ai abordé la question du marxisme. J'y ai côtoyé une série de gens assez extraordinaires, les théologiens de la libération, l'école de Medellin. Ceux-ci mettaient en cause les structures de l'Église catholique, son rôle social, particulièrement en Amérique latine. Il s'agissait par exemple de Camillo Torres, un prêtre membre du mouvement de libération en Colombie, mort au combat dans la lutte de libération. J'en suis arrivé à m'interroger sur la signification de cette université catholique. Je ressentais ces éléments comme des contradictions entre un discours et un vécu qui, malgré la belle époque de Jean XXIII, vont m'amener à m'interroger sur la nature de ce catholicisme, la croyance en Dieu, et sur Dieu. Ce qui me révolte aussi, c'est qu'il s'agit d'une université bourgeoise. Je vais donc faire un petit détour et, à Louvain même, je fréquente l'institut Cardijn. Je croyais aller vers les ouvriers mais c'est l'ouvriérisme que je rencontre, et je vais revenir vers une formation plus technique, des études d'économiste. Mais mon choix était de devenir agnostique, alors que je sortais d'une famille catholique. C'est à ce moment que je décide de faire le pari

de Pascal à l'envers. Je parie que Dieu n'existe pas.

Quel est le lien entre votre engagement pour Oxfam, le Tiers-Monde et la laïcité?

À partir de là, j'ai fait un parcours d'abord agnostique, puis par le travail que je réalisais, j'ai eu la chance d'entrer dans ce qui allait devenir Oxfam avec le baron Allard, le baron rouge, qui interpellait le monde entier, de manière chrétienne. Mais j'avais pris mes distances, je disais déjà *«je ne suis plus chrétien»*.

À Oxfam, je me suis rendu compte de ce qu'étaient les pratiques du monde catholique dans sa périphérie, comment l'Église structurait ses campagnes, que ce soit en Amérique latine ou en Afrique. C'était un combat contre la montée du marxisme en Amérique latine et contre toutes les tentatives du nationalisme africain. Cela m'a convaincu que cette Église était un instrument de combat pour s'imposer dans

des lieux où elle avait la capacité d'activer tous ses réseaux de missionnaires, et de jouer un rôle de béquille dans ces sociétés-là.

En quoi la laïcité est-elle un combat aujourd'hui?

Ce qu'on voit dans le monde, c'est la montée du religieux, un religieux non pas dans le sens d'une option philosophique, mais en tant que manipulation par des sectes et également par les religions organisées et reconnues. C'est une lutte d'influence, une conquête d'espace et de terrain où se livre un véritable combat qui repose sur la pauvreté des gens et sur leur sécurité, sur leur manque de vision: où va-t-on, quel est leur avenir en tant qu'êtres humains?

On dit que le christianisme est devenu sociologique, c'est faux. Les gens veulent avoir l'assurance que l'Église sera toujours présente

en cas de besoin; qu'à la naissance, au mariage, et à la mort, l'Église sera là pour leur garantir un visa pour l'avenir. Cette attitude est toujours présente et se décline de multiples façons selon le type d'Églises. Dans des Églises très avancées, le discours est plus élaboré. Si l'on se tourne vers les Églises du réveil, vers les Églises plus évangéliques, les pentecôtistes, le discours est beaucoup plus brutal, mais on se trouve dans une situation de manipulation des esprits. Je parle de deux sectes principalement, l'Opus Dei, qui est du ressort de l'Église, et la scientologie. Ces sectes ont une réelle conception de ce qu'est le contrôle sociétal, mais aussi économique, politique, de l'ensemble de la société. C'est un danger pour la démocratie.

Nous devons faire attention en tant que laïques de ne pas devenir le dernier village gaulois d'Astérix, dans un environnement où nous ne serions plus entourés que de religieux. Comment allons-nous réorganiser un débat et des propositions pour garantir la séparation de l'Église et de l'État dans la construction non seulement de la Belgique mais de l'Europe? Voyons comment nous pouvons rayonner et débattre de cela en tant que force organisée, et faire en sorte que les gens s'y intéressent.

Construire une Europe de la laïcité

Il me paraît important de construire une Europe de la laïcité. Je ne pose pas ici le problème philosophique, mais bien le problème politique. C'est le cas en Amérique latine, en Colombie, en Amérique centrale, au Congo, au Liban. Il y a dans toutes ces sociétés un appel à une coopération pour savoir en quoi notre expérience, notre savoir-faire, notre histoire de la séparation de l'Église et de l'État peuvent être aussi partagés dans le reste du monde. Je suis porteur de cette demande et nous avons à tenter de savoir quel type de réponse y apporter avec nos modestes moyens. Mon expérience m'a fait découvrir la capacité du monde catholique d'organiser la société civile, le nombre de ses associations, sa capacité de générer de l'associatif en tout temps et en tout lieu. C'est une façon d'occuper un terrain, un espace médiatique, un espace de pensée, de culture, de politique, de social. Je trouve que la laïcité, alors qu'elle est

représentative de notre pays, n'occupe pas du tout ces espaces, ou pas suffisamment. Pourquoi? Parce qu'il faut des moyens. L'Église ne les génère pas par elle-même. Après la guerre, l'Église a contrôlé l'État belge pendant cinquante ans. L'État CVP a permis à tous ces secteurs de l'Église, de manière continue, d'être irrigués et subventionnés par les circuits financiers de l'État. Nous avons été marginalisés. Nous devons avoir la capacité d'être des techniciens pour avoir droit au partage de l'impôt qui est redistribué vers la société civile. Il y a là un travail à faire avec des techniciens, et pas uniquement avec de la bonne volonté. À Bruxelles aujourd'hui, on compte 3 600 bureaux de lobbyistes experts dans le montage de dossiers permettant l'accès au financement de l'UE. La laïcité doit être capable de constituer son propre bureau d'études et de faire appel à ceux qui ont les compétences en matière d'accès aux moyens de financement. C'est simplement une juste redistribution des moyens publics vis-à-vis de la société civile dont nous faisons partie. Pour moi, c'est un combat essentiel.

Parler ainsi, c'est adhérer à la politique qui a été suivie depuis trente ans par le CAL, par opposition aux laïques français.

Exact.

L'organisation de l'enseignement a toujours été un problème important et difficile pour les laïques. Comment voyez-vous la question de l'enseignement à échéance d'une décennie?

Les responsables politiques se trouvent, dans une Communauté sous-financée, avec une équation non résolue. Si la laïcité n'est pas capable d'impulser un projet, les solutions initiées seront dictées par les contraintes budgétaires. Ces contraintes ne s'embarrasseront pas de savoir si cela protège ou non le bien public et la volonté de garantir un enseignement de qualité pour tous. Qui anticipe le débat? Nous en tant que laïques, ou la puissance publique, ou les financiers? Tout le monde nage dans le flou artistique. On va se battre pour le refinancement, et c'est chaque fois la survie. Comment donner la garantie républicaine du droit à l'enseignement de qualité pour tous et, en même temps, garantir les valeurs de la laïcité? Cela me paraît le plus important aujourd'hui. Je ne viens

pas avec des solutions toutes faites. Je suis un défenseur de l'enseignement public. C'est essentiel parce qu'il participe d'une vision de société qui n'est pas complètement désuète, ni à disqualifier.

L'enseignement universitaire n'est pas tout à fait l'enseignement obligatoire, mais quel est le bon modèle: l'ULB ou l'université publique?

Aujourd'hui, avec le processus de Bologne, nous assistons à une homogénéisation des modèles universitaires sur le plan européen. Verra-t-on encore une différence entre une université neutre, une université d'État, une université libre? Je ne sais pas.

Mais on peut tenir à une université libre-exaministe.

Nous avons l'obligation de nous battre pour une université libre-exaministe, c'est une valeur en soi. ▲

Sonja Eggerickx, présidente(s)

Il n'y a pas qu'au CAL qu'on renouvelle le président. À l'UVV, chez nos homologues néerlandophones, Michel Magits, en poste depuis 1997, a cédé la place ce 25 mars dernier à Sonja Eggerickx, inspectrice de morale non confessionnelle dans l'enseignement secondaire pour les provinces de Flandre orientale et occidentale.

En apparence, il s'agit d'une succession dans l'ordre des choses, si tant est que l'élection d'une femme à la présidence le soit tout à fait. Mais Sonja Eggerickx ne s'est pas arrêtée en si bon chemin. Elle était vice-présidente de l'organisme international représentatif de la laïcité, l'IHEU, et dès avril, elle en a pris la présidence, événement sans précédent pour un(e) laïque belge.

C'est là une reconnaissance claire de l'activité et des mérites personnels de Sonja Eggerickx, mais tous les laïques belges voudront voir, ne serait-ce qu'un peu, dans cette élection, la consécration du « modèle belge » de laïcité.

P. D.

L'entretien de Jean Sloover avec Isabelle Cassiers et Catherine Delain¹

Qu'est-ce que la vie bonne?

Beaucoup d'économistes contemporains affirment que le bien-être croît avec le revenu. À tort?

L'adage populaire l'affirme: l'argent ne fait pas le bonheur. Les économistes classiques –Robert Malthus, John Stuart Mill, Adam Smith...– pensaient d'ailleurs à peu près la même chose. En partie à tort: dans les pays riches, la population est grosso modo contente de son sort d'ici-bas. Pourtant, malgré une croissance économique continue et impressionnante, des enquêtes fiables et régulières révèlent que, depuis des décennies, ce bien-être ressenti par les Occidentaux stagne: le revenu moyen par tête a beau augmenter, les gens ne sont pas plus heureux qu'avant. En Belgique, depuis le premier choc pétrolier de 1973, le PIB réel par habitant s'est accru de 80%, mais la satisfaction que l'existence procure à nos compatriotes a même baissé de près de 9% en moyenne! Toujours est-il qu'existe un hiatus incontestable entre croissance et bonheur. Pourquoi? Explication avec deux économistes de l'UCL.

Isabelle Cassiers, Catherine Delain², dès l'Antiquité, les philosophes ont disserté sur la notion de vie bonne. Comment expliquer que, depuis quelques siècles, le bonheur soit exclusivement associé à la richesse matérielle?

Depuis deux ou trois siècles, nous sommes entrés dans une logique de production qui, désormais, a le profit pour finalité principale. Comme le disait en substance Marx, le bottier ne fabrique plus des bottes par

amour des bottes ou pour nous faciliter la marche, mais pour gagner de l'argent... Forcément, des distorsions considérables surgissent lorsqu'une telle logique est poussée à l'extrême. Les enquêtes de satisfaction de vie qui sont réalisées régulièrement dans les pays industrialisés –et ponctuellement dans d'autres– en attestent: les gens aspirent à autre chose...

Depuis quand la satisfaction de vie des Occidentaux –c'est-à-dire l'évaluation par une personne de la satisfaction globale que lui procure l'existence– n'augmente-t-elle plus?

Sur base des données disponibles, elle est constante depuis la fin des années quarante. Les premiers sondages ont été réalisés par des académiques aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. On dispose aussi de données longues mais irrégulières pour le Japon. L'Union européenne a instauré des sondages officiels, et annuels, à partir de 1973. Presque tous ces sondages témoignent d'une stagnation de la satisfaction de vie, alors même que les pays concernés ont connu une croissance économique impressionnante. Depuis 1973, cette stagnation, est très nette dans la majorité des pays européens.

Vous disposez d'enquêtes plus ponctuelles pour d'autres pays du monde. Comment expliquer que les gens, dans certains pays en voie de développement, se disent plus satisfaits de leur vie que les populations des pays développés?

Ce n'est pas une majorité, mais il y a effectivement quelques cas semblables, celui du Brésil notamment. On peut imaginer qu'ils s'expliquent en partie par le fait que les populations concernées sont sensibles à d'autres valeurs culturelles que les nôtres. Que le bonheur de vivre y découle d'autres éléments que la possession de biens matériels considérés par les pays industrialisés comme la principale source de bien-être. Si l'on prend en considération les trois temps longs de l'histoire économique et sociale mis au clair par Fernand Braudel –vie matérielle et spirituelle, économie marchande et capitalisme– on peut penser que les hommes savaient puiser de la gaieté dans des situations inhérentes à la vie matérielle et spirituelle, et que cette capacité subsiste dans des régions du monde où le développement a été moins rapide. Ce n'est qu'une hypothèse... Reste à voir, évidemment, ce qui va se passer à l'avenir dans les économies émergentes comme la Chine où la croissance est fulgurante.

Toute richesse est relative

Pourquoi la croissance économique vous paraît-elle peu susceptible d'être remise en question?

D'abord parce que le thème de la décroissance est un mauvais produit de marketing politique, un combat mal engagé. Même les écologistes en sont conscients. Alors qu'il reste de nombreux besoins non satisfaits, dénoncer la croissance apparaît

comme une prise de position contre le progrès. La question n'est pas de cesser de croître, de décroître, mais de croître autrement: quel type de croissance voulons-nous? Prendre la croissance comme un but manque de sens. Il faut remettre les finalités humaines au premier plan. Tel est le défi auquel nous sommes confrontés. Il est délicat: regarder la croissance comme un outil au service d'une «vie bonne» pour tous constitue une révolution culturelle. D'énormes intérêts financiers appuient la croissance pour la croissance. L'OCDE, la Banque mondiale, le FMI, les gouvernements en général, sous l'énorme pression des détenteurs de capitaux, sont principalement attentifs à ce que souhaitent les milieux financiers. De plus, historiquement, à la sortie de la guerre 40-45 et vu les privations endurées par les populations, les forces socioéconomiques occidentales ont conclu un compromis fédérateur en faveur de l'expansion que peu de voix ont dénoncé, jusqu'aux mises en garde du Club de Rome sur les dégâts de la croissance au début des années septante. Cela étant, le PIB qui sert actuellement de critère exclusif pour mesurer la progression des niveaux de vie est fondé sur des conventions comptables nées il y a soixante ans dans un contexte différent de celui d'aujourd'hui. N'ayant rien d'immuable, ces conventions pourraient donc être revues: corriger la comptabilité nationale en tenant compte de l'empreinte écologique et du bien-être social est une tâche difficile mais possible!

Toute richesse est relative. On s'habitue aisément à ce que l'on possède et l'envie naît vite de posséder davantage. La propension de l'homme à s'accoutumer à l'acquis semble inhérente à la nature humaine, dites-vous. Mais le système marchand et son formidable appareil scientifique de propagande publicitaire n'exacerbe-t-il pas cette pente naturelle?

Oui, bien sûr. La publicité –comme d'autres facteurs, d'ailleurs– renforce cette difficulté naturelle de l'être humain à parvenir à satiété. La publicité –mais aussi les médias– suscitent constamment des besoins nouveaux et, donc, contribuent massivement au gaspillage des ressources humaines et environnementales. Ceci alimente l'insatisfaction de vie des gens. Beaucoup ont aujourd'hui le sentiment d'être dépassés, d'être prisonniers d'un système anonyme. Pourtant la

consommation de masse rend chacun partiellement complice de la dégradation de l'environnement. L'éducation, l'autodiscipline peuvent beaucoup à cet égard, même si la solution doit passer par des mesures politiques de grande ampleur, aussi difficiles soient-elles.

Des évolutions lourdes comme le travail de la femme n'ont-elles pas également contribué à alimenter un sentiment d'insatisfaction dans une société qui n'a rien prévu pour résoudre les nombreux problèmes posés par son absence du cercle familial où elle jouait jadis un rôle central?

Avec le travail, les femmes ont gagné en autonomie et en liberté. Elles ont aussi apporté une contribution énorme à la croissance, en suscitant la création d'une série d'emplois destinés à accomplir, sous forme de tâches rémunérées, celles qu'elles accomplissaient jadis gratuitement en restant à la maison. Il est vrai que l'absence de la mère a déstabilisé la famille traditionnelle et suscité une série de problèmes comme la multiplication des divorces. Pour autant, cette question est liée à celle, beaucoup plus générale, du lien social qui se délite dans notre société réticulée par le marché. Afin de préserver la vie communautaire, certains comme les Scandinaves ont anticipé ces évolutions. Et mis en place une série de réformes –comme des systèmes fluides de garde pour les enfants– afin de neutraliser les effets pervers, non pas du travail féminin, mais de l'emprise croissante des entreprises et de leurs contraintes sur les ménages.

Finie, l'histoire?

Un patron de la General Motors a dit un jour: «La clé de la prospérité économique, c'est la création d'une insatisfaction généralisée». L'économie servirait-elle finalement à organiser la rareté?

L'économie guidée par le profit a pris trop de place dans nos sociétés: elle a besoin d'un contre-pouvoir qui lui rappelle que l'accroissement indéfini des biens matériels n'est pas indispensable au bonheur...

De la période reagano-thatchérienne nous avons néanmoins hérité d'un discours –toujours dominant– qui cherche à nous convaincre que l'histoire est finie et que le marché est l'indépensable horizon de l'humain.

J.-F. Octave, «Hope», 2006 © Sabam - Courtesy Gal. Baronian - Francey, Bruxelles. Exposition Picto's - Iselp, jusqu'au 15 juillet 2006 - iselp@iselp.be

nité. Cette fermeture brutale du champ des possibles n'est-elle pas aussi responsable de la stagnation de la satisfaction de vie?

C'est vrai qu'une chape de plomb idéologique pèse sur notre imaginaire politique et engendre un sentiment généralisé d'impuissance. Les académiques portent d'ailleurs leur part de responsabilité dans cette situation, les économistes en particulier: leurs analyses et leurs prescriptions normatives –lesquelles inspirent largement les décideurs...– se donnent aujourd'hui pour scientifiques, alors qu'elles se présentaient naguère comme politiques. Cela étant, il ne s'agit pas de sortir du capitalisme –ce n'est pas à l'ordre du jour– mais, comme nous le disions, de le réguler. Il s'agit de remettre en place un cadre qui le contienne et qui lui donne du sens à l'instar de ce qui fut fait à la Libération. Instruits par la crise des années trente et ses tragiques conséquences, les Nations unies ont alors instauré, à Bretton Woods, un nouveau système monétaire international. Au même moment, en Belgique, les interlocuteurs sociaux ont mis sur pied notre système de Sécurité sociale. Dans le monde globalisé qui est désormais le nôtre où les salariés sont mis en concurrence, une telle réforme est déjà fort ambitieuse, même si un mouvement de fond nous paraît en marche: la planète que nous laissons aux jeunes sera, pour eux, si lourde à porter qu'ils devront inévitablement agir... Nous pouvons les y aider. ▲

¹ Isabelle Cassiers est professeur au Département d'économie de l'UCL. Catherine Delain est licenciée en économie.

² «La croissance ne fait pas le bonheur: les économistes le savent-ils?», *Regards économiques*, Institut de Recherches Économiques et Sociales, mars 2006, numéro 38, 14 pages. Le texte est téléchargeable à l'adresse suivante: <http://www.uclouvain.be/regardseconomiques>.

Intégration

Ni recettes miracle, ni solutions à l'emporte-pièce

ISABELLE PHILIPPON

La mort dramatique d'un jeune de 17 ans, en avril dernier, a fait tomber le tabou autour de la délinquance commise par des jeunes d'origine allochtone. Le débat autour des problèmes liés à l'intégration est nécessaire, mais potentiellement explosif. Avant d'ouvrir la boîte de Pandore, il faudra bien choisir le moment. Et veiller à intégrer à la discussion toutes les composantes de la société.

Quinze jours à peine après la mort de Joe Van Hoslbeeck, poignardé le 12 avril à la gare centrale de Bruxelles pour son MP3, la police polonaise arrêta le tueur présumé, un adolescent de 17 ans, polonais d'origine tzigane. Son complice, âgé de 16 ans, avait été interpellé quelques jours auparavant à Anderlecht. Une chance pour le gouvernement de Guy Verhofstadt: la motivation des enquêteurs, l'extrême retenue des parents et des amis de la victime, ainsi que la prudence des médias, tout cela a permis de canaliser l'émotion populaire, d'éviter sa récupération par l'extrême droite, et a facilité une sortie de «crise» rapide.

À défaut, les partis de la majorité auraient été dans de sales draps. La marche silencieuse du dimanche 23 avril a exclu de ses rangs les représentants politiques: un message de défiance ou, tout au moins, une manière de leur dire qu'on ne leur fait pas confiance pour apporter une

réponse satisfaisante aux attentes collectives, aux vraies préoccupations des citoyens. Tout silencieux soient-ils, les 80 000 participants au défilé en mémoire de Joe leur reprochaient un manque d'efficacité, de moyens et de volonté pour lutter contre la délinquance urbaine, subie par les habitants mais dissimulée sous un voile pudique par les autorités publiques. Certes, la mise en cause de l'appareil de l'État fut beaucoup moins spectaculaire qu'en 1996, à l'époque de l'affaire Dutroux. Mais l'absence d'écoute de la part du gouvernement ou une réponse inadéquate, ainsi qu'un enlèvement de l'enquête, auraient immanquablement accentué les frustrations, l'antipolitisme, voire les dérives xénophobes d'une frange de la population¹. Car –et ce n'est pas là le moindre des paradoxes de la «prise de parole» par le peuple– le message s'adresse, en réalité, à ceux qu'il semble vouloir exclure, c'est-à-dire aux partis, à ceux qui gouvernent et qui font la loi.

Soucieux de montrer qu'il avait compris les préoccupations des citoyens, le gouvernement a réagi au quart de tour aux événements, en annonçant une batterie de mesures répressives: l'ouverture d'un deuxième centre fédéral fermé pour jeunes délinquants, la présence de 3 000 policiers supplémentaires dans les rues, l'installation de davantage de caméras de surveillance dans les lieux publics, l'élaboration de plans judiciaires

d'arrondissement contre le racket, la désignation de magistrats de référence pour ce type de délit, ainsi qu'une augmentation du budget des contrats de sécurité. En outre, par un heureux hasard du calendrier, le projet de loi modernisant la loi de 1965 relative à la protection de la jeunesse était voté la même semaine au Parlement, et a donc pu être présenté par Laurette Onkelinx (PS), ministre de la Justice, comme un élément de réponse aux préoccupations citoyennes. La nouvelle loi prévoit, notamment, un «stage parental» obligatoire pour ceux qui manifesteraient un désintérêt caractérisé face à la délinquance de leur enfant, et élargit l'éventail des outils dont disposent les juges de la jeunesse pour sanctionner les jeunes délinquants. Comme si cela ne suffisait pas, le thème de la sécurité a abondamment imprégné les discours politiques du 1^{er} Mai, à gauche comme à droite, reléguant l'emploi au second plan. Elio Di Rupo, ministre-président wallon et président du PS, a même suggéré la mise en place d'un nouveau corps de gardiens de la paix non armés!

Rengaine sécuritaire

Le risque est donc grand, à quatre mois des élections communales, que la campagne se décline sur la rengaine sécuritaire. C'est-à-dire que les partis se répandent en effets d'annonce précipités et sans lendemain.

Qu'une «priorité» en chasse une autre, puisque le budget de l'État n'est évidemment pas extensible. Et que tout cela se fasse à la petite semaine, sans vision globale, sans le moindre recul, c'est-à-dire aussi sans aucune perspective. En outre, ce n'est un secret pour personne que, derrière l'unanimité de façade imposée par la mort dramatique de Joe, se cachent en réalité de grandes divergences de vue entre les différents partis. Entre la gauche et la droite, d'abord, la première étant traditionnellement davantage encline à privilégier la prévention à la répression. Entre le Nord et le Sud ensuite: la Flandre est, tous partis confondus, davantage sécuritaire que les francophones, et mène, sur son territoire, une politique beaucoup plus intégrée et ambitieuse en matière d'intégration, mais aussi de répression des délits, que ses voisins sudistes. Des arguments de campagne sur ce thème risqueraient donc de raviver des fractures dont l'extrême droite tirerait sans nul doute avantage.

Ce piège-là, le gouvernement fédéral l'a prudemment évité au cours de la dernière décennie, mieux qu'il ne l'avait fait au début des années 1990. En 1992, Jean-Luc Dehaene, alors Premier ministre, déclarait devant la Chambre que la maîtrise de l'immigration et du sentiment d'insécurité était le défi social à relever par sa majorité, donnant ainsi corps à l'équation «immigration égale insécurité». En 1995, au cours d'une nouvelle déclaration gouvernementale, il réalisait le même amalgame entre l'immigration, l'illégalité et l'insécurité. Depuis lors, les autorités politiques ont réalisé que ce type de discours était de nature à favoriser les scores des partis extrémistes, et elles ont observé un silence prudent sur ces sujets délicats. En 1999, Guy Verhofstadt insistait sur la nécessité, pour la Belgique, d'être «une société ouverte et tolérante». Pas moins de quatorze paragraphes de la déclaration gouvernementale arc-en-ciel étaient consacrés à l'intégration des populations issues de l'immigration, à la politique d'asile et à la lutte contre le racisme et l'intolérance: une véritable inversion du propos...

Mais il ne faut pas se leurrer pour autant: le silence dont on a, depuis, entouré les incivilités, les actes de violence et le racket commis par des

jeunes d'origine immigrée, a contribué, lui aussi, à alourdir les frustrations et à alimenter les clichés de la représentation collective de la délinquance. Éloquent: l'erreur du Parquet qui, au début de l'enquête autour du meurtre de Joe, avait laissé entendre que les agresseurs étaient d'origine nord-africaine, a été reprise sans recul critique par l'ensemble de la société. Cela montre qu'il est fortement ancré dans la conscience collective que les jeunes issus de cette immigration sont davantage capables que d'autres de commettre un acte d'une telle violence. Ne nous trompons cependant pas de débat: d'une part, personne n'avait de bonnes raisons de mettre en doute l'affirmation péremptoire du Parquet; de l'autre, les réactions n'ont pas débouché sur une quelconque stigmatisation ou généralisation. Mais il n'en reste pas moins vrai que, jusque dans les milieux les moins suspects de racisme, il s'est trouvé beaucoup de monde pour juger légitime de se poser des questions sur l'attitude de certains jeunes immigrés, sur la délinquance et les problèmes liés à l'intégration.

Le tabou de l'origine ethnique

Le mot a donc été lâché: «intégration». Et un tabou est tombé. L'intégration n'est sans doute pas un «échec», comme le lâchait de manière lapidaire Daniel Ducarme (MR) en 2002. Mais elle comporte en tout cas quelques ratés, auxquels il faudra bien s'attaquer si l'on veut lutter efficacement contre l'idée, solidement ancrée dans les esprits, d'une surreprésentation des jeunes d'origine allochtone dans les actes de délinquance. D'ailleurs, s'agit-il là d'un cliché sans fondement ou d'une réalité? À ce stade, faute de statistiques fiables dans ce domaine, il est impossible de répondre à cette question pourtant élémentaire: 60% des actes de délinquance sont commis par des Belges, indiquent-elles, mais sans donner la moindre précision quant à leur origine ethnique. «L'absence d'une bonne connaissance du problème et le tabou qui l'entoure contri-

buent à alimenter tous les fantasmes», soulignent les sociologues Alain Eraly (ULB) et Mark Elchardus (VUB), tandis que certains juges de la jeunesse confirment qu'un gros pourcentage des délinquants qui passent dans leurs services appartiennent, en effet, à des populations issues de l'immigration.

Harry Holland, «Samaritan», Courtesy gal. Mineta, Bruxelles - www.minetamove.com

Bien sûr, il n'échappe à personne que le sujet est particulièrement délicat. Ainsi que le souligne, dans *Le Vif/L'Express*, Vincent de Coorebyter, le directeur général du Centre de recherche et d'information sociopolitiques (Crisp), «il serait cynique de ne s'intéresser aux jeunes d'ascendance étrangère et à leurs problèmes que parce qu'ils nous font peur ou parce que nous voulons damer le pion à l'extrême droite. Or, dans le contexte préélectoral actuel (NDLR: les élections communales se déroulent en octobre prochain), les risques d'instrumentalisation du débat et de dérive sécuritaire sont bien réels»². Les autorités politiques doivent certainement cesser de se voiler la face, mais le moment est sans doute mal choisi pour ouvrir sereinement un large débat public sur ce sujet, qui ne s'accommode ni de recettes miracle ni de solutions à l'emporte-pièce... ▲

² *Le Vif/L'Express* du 12 mai 2006.

¹ Ndlr: Une xénophobie qui s'est encore manifestée à Anvers avec, le 11 mai dernier, le meurtre par un skinhead de deux personnes, une troisième ayant été blessée. Cet article a été rédigé avant cet événement.

Les intertitres sont de la rédaction.

Regards de Flandre

Sous les pavés, la peste brune?

OLIVIER STARQUIT

Quelques faits: un sondage parmi les étudiants en première candidature de sociologie sur leurs préférences politiques donne 6% au Vlaams Blok/Belang (sans compter les indécis!)¹.

Le sondage sur Internet «De stemmenkampioen» de *Het Laatste Nieuws*² en fait le premier parti pour les 18-20 ans avec 26,7%. Même si ces deux exemples n'ont pas une valeur scientifique (ainsi, pour le second, il faut s'inscrire en ligne pour participer), ils s'inscrivent dans une tendance lourde analysée dans une certaine presse flamande³: pour beaucoup de jeunes, le VB est «cool». Selon le sociologue à la VUB, Anton Derks, «ce sont surtout les attitudes négatives à l'égard des immigrés qui sont à la base de cette percée du VB ainsi qu'une vision autoritaire et cynique de la société»⁴, positionnements auquel il faut ajouter «le malaise, la défiance et la crainte d'être largué. Cette peur de l'avenir s'appelle le chauvinisme du bien-être. Plus on a, plus on craint de le perdre»⁵.

Quelques pistes de réflexion s'imposent: si les jeunes ne sont peut-être pas aussi progressistes par rapport à notre vision idéale et idéalisée de la jeunesse, ils ne sont peut-être pas non plus plus conservateurs que leurs parents. Faut-il par ailleurs s'étonner, en l'absence d'un cordon médiatique, que cette

rébellion se manifeste en faveur du VB après dix-huit années de présence ininterrompue du SPA au gouvernement et, partant, en l'absence d'une réelle alternative de gauche à la pensée unique néolibérale?

En effet, le SPA est au pouvoir depuis 1988. Il est donc le parti qui a accompagné, participé voire porté la mise en place des centres fermés, l'activation des demandeurs d'emploi, la réforme du minimex, pour citer ces quelques dossiers symboliques qui peuvent faire office de *schibboleth*, «une épreuve décisive qui permet de juger la capacité d'une personne»⁶, voire d'un parti comme c'est le cas ici. Cette évolution droitrière a non seulement des explications sociales (rupture avec le monde du travail) mais également idéologiques (volonté de capter l'éthos individualiste).

Et c'est ainsi que le populisme, laissé en jachère par une «gauche» qui, en occupant le pouvoir depuis un certain temps, peut difficilement s'en prendre aux élites et à l'establishment, devient l'apanage quasi exclusif de l'extrême droite, d'autant plus que les formats médiatiques en vogue favorisent allègrement ce type de discours politique. La population, du moins cette frange, abandonnée par le SPA, se sent menacée par le déclassé social et en a assez des expérimentations qui se font sur son dos. Et la réponse est vite trouvée.

Les jeunes, pour autant qu'une telle catégorie hétérogène existe, présentent un avenir fait de précarité et de régression. La peur est bel et bien présente. Et comme le dit l'adage, elle est mauvaise conseillère. Nous pouvons ainsi partager le risque latent perceptible dans l'analyse vieille de quarante ans, mais toujours partiellement actuelle de Pierre Dommergues à propos des États-Unis et de son petit peuple de droite: «ces hommes et ces femmes ne sont pas fascistes. Ils ne désavouent pas les grands principes constitutionnels. Mais confrontés au chômage et à la dégradation de leur pouvoir d'achat, ils oublient leurs idéaux, s'accrochent à leurs maigres privilèges et remettent en question les acquis égalitaires arrachés par les minorités à une époque de forte croissance. Il suffit de peu pour que ces victimes de l'austérité nouvelle basculent du côté de la réaction. La gauche n'a pas réussi à leur ouvrir les yeux, l'[extrême] droite leur offre une explication, des boucs émissaires et des modalités d'action»⁷. ▲

Oui, l'usine tue encore

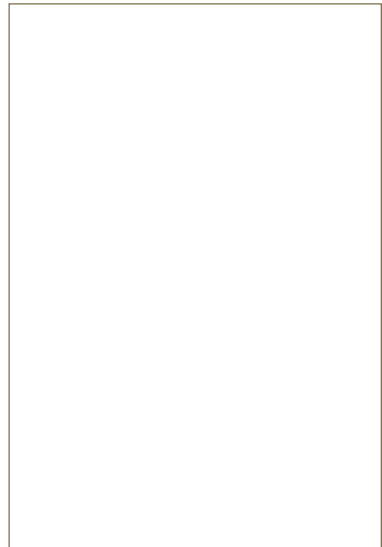
JULIEN DOHET

Ce petit livre de Vincent De Raeve est plein de vie car plein de révolte. Publié récemment par les éditions Couleur Livres¹, il inaugure une nouvelle collection consacrée à des récits de vie, lancée en parallèle avec une nouvelle revue au titre sobre de *Je*.

«L'usine» est écrit par un jeune ouvrier ayant passé onze ans dans une usine de fabrique de papiers, il décrit une vision noire du travail, celle des travailleurs non qualifiés² (il n'a fallu que huit heures à l'auteur pour apprendre son métier). Mais plusieurs constats qui y sont faits peuvent parfaitement s'appliquer à de nombreux autres travailleurs, notamment lorsque l'auteur décrit la maladie empêchant d'aller travailler comme un système d'autodéfense quand la pression est trop forte.

Comme le souligne l'introduction, ce livre s'inscrit dans un créneau peu porteur et peu couru des ouvrages sur le travail écrit par des travailleurs. Dans son style vif et agréable, comme dans sa structuration ou son contenu, il se rapproche très fort d'un ouvrage publié en 2002 par un ouvrier de Roubaix travaillant dans une usine du même type que celle qui dévasta Toulouse en septembre 2001 et intitulé *Putain d'usine*³.

Ce livre aborde également l'ennui, l'assimilation de l'usine à la prison ou à l'enfer. Lui aussi présente la grève comme un grand moment de joie, comme une renaissance⁴ et considère que la vie est ailleurs que dans ce lieu qui vole huit heures par jour à ceux qui doivent y travailler. Et De Raeve de penser «[...] notre paye ne vient pas pour rémunérer notre travail. Elle justifie le temps que l'on accepte de perdre. Toutes ces heures infiniment longues. La paye, elle, nous récompense de supporter. Le bruit. Les horaires. L'autorité. Les lignes hiérarchiques. Elle est versée en échange de notre docilité»⁵. Cette docilité, les petites lâchetés et com-



Exposition «Usine» jusqu'au 24 juin 2006, Centre Culturel Aragon, place Georges Pompidou, Oyonnax. ©Luc Van Malderen.

promissions quotidiennes, l'auteur les dénonce longuement dans son livre, analysant notre culpabilité de consommateur abruti par la publicité et prônant une révolution douce par un changement des mentalités. C'était d'ailleurs sa technique pour résister à l'usine, où il multipliait les petites infractions indétectables afin de se sentir libre, car «la novlangue est à l'œuvre. On parle aussi d'efficacité, d'ISO, de cercles de qualités, de management à l'américaine. On découpe, segmente, on aligne. Les ouvriers ne peuvent plus se reconnaître dans ce nouvel univers. Ou alors il faut se transformer, devenir le système. Tout cela change imperceptiblement mais radicalement la perception même de notre environnement, de notre boulot, de nos conditions de travail. C'est puissant, lourd, dogmatique, comme un rouleau compresseur». [...] «Une armée de gens, plus ou moins bien intentionnés, est payée pour nous faire avaler ce discours. Dans les usines, les universités, la télé, la radio, les journaux. Et ça marche, ça court, je le

vois tous les jours. Les nouveaux qui rentrent à l'usine me font peur. Ne sont jamais malades, jamais en retard, ne disent jamais non, ne s'opposent pas. Font des heures supplémentaires sans compter, ne prennent pas les pauses repas réglementaires, ont de très grosses voitures»⁶. L'auteur est à cet égard atypique car issu d'une famille idéologisée où les parents écologistes ont effectué un retour à la terre dans les années septante. S'il reconnaît le rôle de barrage indispensable que les syndicats jouent encore, il n'est pas pour autant tendre avec eux.

Mais c'est surtout sur le climat usant, la mort à petit feu que provoque l'usine, que le livre est percutant, avec cet extrait terrible que l'on lira en ayant en tête les chiffres sur l'absentéisme dans les entreprises –publiques comme privées– et sur l'augmentation de la consommation d'anxolytique: «On a bossé huit ans dans la même équipe. Sans beaucoup parler ensemble. Bonjour, ça va? Des banalités. Il était souvent absent, surtout les nuits, tu m'étonnes. Presque systématiquement les nuits. Arrêt maladie. C'était devenu une routine. La hiérarchie le citait en exemple à ne pas suivre. Ils appellent ça l'absentéisme. Autrement dit, les gens qui profitent du système, des médecins complaisants. Un ouvrier à virer, un feignant d'usine. On l'a retrouvé mort. Il a mis fin à ses jours, tout seul. Peut-être qu'il ne profitait pas du système. Peut-être que le système a trop profité de lui»⁷.

Cas certes extrême, mais pas aussi exceptionnel que l'on voudrait nous le faire croire, comme le montre remarquablement le film «Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés»⁸. On ne peut que s'étonner qu'une telle situation ne soit pas considérée comme inacceptable. Et que ce ne soit pas un problème central dans une société aussi riche et développée que l'Europe occidentale. ▲

¹ Vincent De Raeve, *L'Usine*. Préface de François Bon, Collection je, Bruxelles, Couleur Livres, 2006.

² Nous renvoyons le lecteur à notre article paru dans *Espace de Libertés*, n°342 pp. 15-16.

³ Jean-Pierre Levaray, *Putain d'usine*, Paris, L'insomniaque, 2002.

⁴ Sur ces aspects, on lira également avec un grand plaisir et un immense intérêt l'histoire de Rudy et Dallas se battant pour sauver «leur» entreprise dans le roman de Gérard Mordillat, *Les Vivants et les Morts*, Paris, Calmann-Lévy, 2004.

⁵ Vincent De Raeve, *L'Usine*, op. cit. p.78.

⁶ Op cit. p.39. Voir également l'excellent dossier *Salariés menacés et droits sociaux attaqués* dans *Le Monde diplomatique* n°624 de mars 2006, pp.16-21.

⁷ Op cit. p.20. Sur la peur comme pièce maîtresse du fonctionnement actuel du système et sur les autres.

⁸ Sophie Bruneau et Marc-Antoine Roudil «Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés». ADR Productions et Alter Ego films, 2006.

La fracture italienne

Un entretien avec Marc Lazar

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL MARTIN

La victoire de Romano Prodi ne signifie pas la perte de Silvio Berlusconi. «La bête bouge encore», affirme l'historien et politologue français Marc Lazar. Et avec elle, un système de valeurs souvent confondant.

Quelle est la principale leçon du scrutin italien des 9 et 10 avril derniers?

L'Italie sort profondément divisée de cette élection. Incontestablement, il y a un vainqueur et un vaincu. Mais le pays est divisé politiquement et sociologiquement. D'un côté, des gens qui travaillent à leur compte (artisans, commerçants, petits entrepreneurs) auxquels il faut ajouter des populations présentant un faible niveau d'instruction. Autrefois, ces derniers constituaient le public de la social-démocratie un peu partout en Europe. Aujourd'hui, ils votent pour les populistes, composent l'électorat de droite. De l'autre côté, les salariés du public et du privé, vivant dans les villes. Ils représentent l'électorat de centre-gauche. Parmi eux, un certain nombre de déçus ont, semble-t-il, voté pour l'Unione de Romano Prodi.

Cette élection a également coupé le pays en deux au plan géographique.

En effet. On n'insiste pas assez: il y a une division territoriale entre l'Italie du Centre et du Sud où l'emporte le centre-gauche, et l'Italie du Nord qui vote tout comme la Sicile pour le centre-droit. Parmi les difficultés que doit s'approprier à affronter le gouvernement de centre-gauche de Romano Prodi, il n'y a pas que la fragilité de sa coalition. Quasiment la moitié de l'Italie est a priori contre lui. Il est difficile de gouverner lorsque vous avez

certes gagné à la Chambre des députés, mais seulement de justesse au Sénat. Prodi s'attendait à une victoire plus nette. Un certain nombre de décisions économiques, sociales et même sociétales devront être prises en tenant compte d'une opposition prête en permanence à tenir tête.

Je n'en suis pas si sûr. Il y a un risque évident, car Refondation a sa carte à jouer. Ce parti veut représenter l'électorat ouvrier et les salariés du secteur public. Mais l'arrivée de son leader Fausto Bertinotti au perchoir de la Chambre témoigne d'une manœuvre intelligente dans le chef de

Ce n'avait pas été le cas en 1996. Ensuite, parce que la bête bouge encore. Berlusconi n'est pas K.O. Pour l'Unione, faire montre tout de suite de ses divergences serait se couler politiquement, même s'il est vrai que les lignes de fracture sont multiples.

Parmi celles-ci, vous en détectez une plus sensible que les autres. Celle que représente le parti La Rose au poing.

L'immense fragmentation de la coalition présente un risque important. À côté du pôle de la Marguerite et de celui de Refondation existent toutes les autres petites formations qui veulent leur part du gâteau. La Rose au poing, qui regroupe socialistes, libertaires et radicaux, est de celles-là. Elle est pour la loi Biagi mais aussi pour un Pacs à la française. Prodi devra gérer tout cela. Voilà pourquoi il ne faut pas trop se focaliser sur Refondation communiste. Le risque n'est pas tellement celui de la bipolarisation entre Refondation et les modérés du centre-gauche que celui de l'existence de forces centrifuges.

Silvio Berlusconi était annoncé perdant. Il a failli l'emporter sur la ligne d'arrivée malgré cinq années passées au pouvoir et un bilan économique catastrophique. Pourquoi?

Évidemment, la droite a perdu. Mais en son sein, Alliance nationale (ex-néofascistes) de Gianfranco Fini et la Ligue du Nord (régionalistes xénophobes) d'Umberto Bossi restent stables. Les démocrates-chrétiens modérés ont nettement progressé. Le Forza Italia de Silvio Berlusconi a perdu beaucoup, mais il reste le premier parti. Un électeur sur quatre a encore voté pour lui. Et pas n'importe où: le nord riche et prospère, avec son taux de chômage faible, ferme les yeux sur un certain nombre d'insuccès de Berlusconi pour le reconnaître comme un leader proche du monde de l'entreprise, qui veut moins d'impôts, qui ferme les yeux sur des choses illégales, dénonce l'étatisme et colporte la vieille hantise du communisme.

Silvio Berlusconi a transformé ces élections en plébiscite sur sa propre personne. Vous parlez à ce propos de «guerre civile simulée».

Oui, Berlusconi a fait de l'invective une de ses armes favorites pour mobiliser son camp. Romano Prodi n'a pas répondu et c'est sans doute un problème. Il a préféré une straté-

gie qui consistait à apparaître comme responsable et réconciliateur. Or, en face, Berlusconi n'est pas mort. S'il a perdu -c'est la seconde fois qu'il est battu par Prodi- ce fut de peu. Aujourd'hui, il va tenter de rester le leader de l'opposition, une capacité incontestable chez lui. Il devra pour cela compter avec les rivalités à l'intérieur de son camp. Avec toutes les possibilités de nouveaux jeux au Sénat, avec les centristes démocrates-chrétiens de l'autre bord, Berlusconi se voit obligé de «recompacter» ses gens pour les mettre dans une situation d'affrontement avec le centre-gauche. À mon avis, il va invectiver de plus belle ses adversaires car il ne s'agit pas de prêter le flanc aux forces modérées de sa coalition. Elles pourraient éventuellement tendre la main au centre-gauche.

À la lumière de l'histoire italienne, comment comprenez-vous le regain de santé des démocrates-chrétiens?

Je lis aussi cette élection comme une magnifique illustration de la permanence, malgré les grandes transformations, des grandes cultures politiques. Comme par hasard, le centre-gauche a gagné dans le centre de l'Italie, dans les terres historiques du socialisme des XIX^e et XX^e siècles. C'est l'héritage d'un communisme qui, s'il n'existe plus, a marqué profondément de son empreinte l'Émilie Romagne, la Toscane, l'Ombrie. De l'autre côté, on retrouve l'héritage démocrate-chrétien avec cette idée de la conciliation, de la médiation, où l'on accepte l'économie de marché tout en réclamant de la protection sociale et des valeurs chrétiennes. C'est vrai au centre-droit ou au centre-gauche. On ne peut pas tirer comme cela un trait sur cinquante ou soixante ans d'une vie politique marquée par des partis de masse. L'Italie se retrouve ainsi dans une «guerre civile simulée», en partie voulue par Berlusconi, mais aussi dans une recherche de la conciliation, du centre, de la modération.

Y a-t-il un tournant par rapport à ce qui fut amorcé par Mani Pulite -l'Opération mains propres- dans les années nonante?

La victoire du centre-gauche signifie qu'il fera attention à ces questions. Il sait désormais qu'il doit être honnête et transparent. S'il veut gouverner pendant cinq ans et gagner les prochaines élections, il devra convaincre économiquement, apaiser le pays et démontrer son honnêteté.

L'Italie est un pays de particularismes. La nouvelle fracture apparue au terme de ces législatives risque-t-elle de les envenimer davantage? Ou ce pays apprendra-t-il à vivre une fois encore avec ses différences?

Le climat de «guerre civile simulée» est une constante italienne, lié à la faiblesse de l'État, à l'interrogation permanente des Italiens sur la nation, sur la difficulté du caractère récent des pratiques démocratiques. C'est un travail de longue haleine. Après le fascisme, la résistance contre le fascisme, les années de plomb, nous ne sommes pas dans un affrontement physique violent, mais dans un système de «guerre civile simulée», je le répète. Il révèle un certain nombre de particularités politico-culturelles de ce pays. Mais il faut aussi souligner que la péninsule avance avec ses fractures, ses clivages, ses problèmes structurels souvent non résolus. Souvent en Italie, il n'y a ni vrai vainqueur ni vrai vaincu. L'Italie est un pays de synthèse des contradictoires, un pays des oxymores. La démocratie chrétienne et le PCI, l'Église et la laïcité... vivent ensemble. La dialectique politique est très importante, car il faut trouver des médiations entre les diversités. Mais vous comprenez cela très bien en Belgique.

Ce que vous appelez la «révolution berlusconienne» a-t-elle vécu?

Non. Premièrement, la personnalisation en politique restera. Après Berlusconi et Prodi viendront d'autres leaders. Ensuite, la communication et la télévision demeureront au centre du jeu politique. Troisièmement, il y a désormais un centre-gauche et un centre-droit. Cela restera aussi. Enfin, il y a la question des valeurs culturelles. Berlusconi, c'est l'individualisme, l'entreprise, l'économie de marché, l'enrichissement, l'argent, l'absence parfois de règles... Il a imprimé ces valeurs dans la politique, dans la société. La question aujourd'hui est de savoir ce que va rétorquer le centre-gauche. Jusqu'où est-il prêt à aller dans l'économie de marché? Comment pense-t-il encore la solidarité, la flexibilité du travail ou la lutte contre la précarité? Il devra répondre à ces véritables défis lancés par la révolution berlusconienne. ▲

L'Italie est un pays de synthèse des contradictoires, un pays des oxymores.

Marc Lazar est l'auteur de *L'Italie à la dérive*, Éditions Perrin, 2006.

Israël/Palestine: un roman –un rêve?–
pour éviter la polarisation

Et s'ils étaient frères?

Un entretien de Roby Spiegel

Propos recueillis par Olivier Swingedau

Un roman-parabole a secoué la Foire du Livre de Bruxelles... et le cocotier, depuis longtemps stérile, du conflit israélo-palestinien. Avec pour seule arme la plume à la main, deux hommes ont conçu l'inconcevable: un récit à la fois littéraire et politique qui décrirait, sans pathos ni vacuité, une simple amitié entre deux hommes que tout sépare. Que tout DOIT séparer? Rencontre avec un des auteurs.

«Ce livre est un roman, une fiction; basée en partie sur des faits réels, certes, mais avec à la base le refus de perdre pied dans la haine, quel que soit le camp dont elle provient». Roby Spiegel, coauteur avec Raphaël Jerusalmi de cette parabole politiquement incorrecte, insiste d'emblée sur le fait qu'on ne saurait trouver dans cet ouvrage... ce qu'aucun expert n'a réussi à débusquer: une «solution», même partielle, au fratricide conflit israélo-palestinien.

Pas juste une belle histoire!

«Et si... nous étions frères», paru aux éditions Labor, étonne par son ton apaisé en ces temps de polarisation politique et d'outrance verbale, voire d'intolérance. Le «pitch», comme on dit aujourd'hui, est très fédérateur.

Arnon, un Israélien, et Samir, un Palestinien, voient leur avenir basculer une certaine nuit de 1948, nais-

sance d'un État, honni par les uns, adulé par les autres. Leur parcours, de la méfiance envers «l'autre» à l'amitié, en passant par un simple respect mêlé de tolérance (ce qui est déjà satisfaisant, en l'occurrence) donnera naissance à la paix pour les deux peuples. Après avoir traversé les malentendus de l'Histoire, après avoir vu mourir les occasions de construire la paix mais aussi de pauvres gens dont le seul défaut était «d'être là où il ne fallait pas», Arnon et Samir changeront-ils ce sinistre «cours des choses»?

On l'aura compris: pas d'interprétation politique ici, pas un de ces sempiternels positionnements, mais un roman. Un simple roman, pas «cousu de fil blanc», tant les nuances sont nombreuses et les responsabilités distribuées équitablement! À la lecture, on constate que Roby Spiegel préfère la fraternité à la haine, s'étant dégagé des diverses orthodoxies qui tiennent souvent lieu de prêt-à-porter idéologique dans cette partie du monde. Un autre son de cloche.

Votre livre est un roman, pas un pamphlet. De votre propre plume, il ne s'agit pas d'une «théorie» visant à régler une fois pour toutes un conflit qui échappe de plus en plus à l'entendement. Car ce genre d'écrit ne pourrait pas avoir de portée politique: la paix au Moyen-Orient, c'est la vie sur Pluton, non?

Roby Spiegel: Comme vous dites, ce n'est pas notre propos! Mais atten-

tion, ce roman n'est pas un roman à l'eau de rose: on y aborde à profusion l'extrémisme et le dogmatisme. Si le mouvement des Frères Musulmans joue un rôle important dans le développement du récit et si l'on aborde l'intransigeance de certains leaders palestiniens, nous pointons aussi l'étroitesse d'esprit d'autres hommes politiques israéliens.

La première moitié de ce roman évoque au fond la rencontre de deux surdités?

Mais l'histoire israélo-palestinienne est jalonnée de rendez-vous ratés! J'aime dire que ces deux peuples n'ont jamais manqué l'occasion... de manquer l'occasion. Des passions partagées menant à une sorte de compréhension mutuelle, ce n'est pas utopique! Bien sûr, l'actualité (la reprise des attentats et la récente victoire du Hamas) n'est pas encore propice pour un tournant décisif et un changement de mentalités, mais notre volonté reste de démontrer avec des exemples réels qu'une fois les faits historiques et les mentalités surpassés, une solution tout simplement humaine est envisageable. Et viable. Je ne pourrais en dire plus sans dévoiler l'aboutissement du roman! Un roman, j'insiste bien...

Palestinien/Juif: vous évitez donc cette incessante polarisation et vous ne proposez pas de «recette» toute faite. S'accepter comme de simples êtres humains, avec leurs passions, qualités et défauts, sans

haine: c'est ce qui bloque, en Israël?

Mettre face à face des hommes dont le seul dénominateur commun est le conflit qui les oppose ne fera jamais bouger les choses. Ils se braquent et campent sur leurs positions, au nom de leurs douleurs et frustrations (légitimes!) liées aux années de guerre.

Par contre, s'ils finissent par comprendre que «l'autre» n'est pas si éloigné que cela et qu'ils ont des préoccupations en commun, s'ouvre une nouvelle voie: celle du rapprochement, de l'empathie. Et, un peu comme vous vous liez d'amitié avec quelqu'un qui partage votre «hobby», une certaine antipathie de façade cède la place ensuite à un partage basé sur des goûts communs. Repartir de zéro, en quelque sorte, sans les préjugés habituels!

Vous êtes vous-même belge, actif dans la mode, l'agroalimentaire, l'informatique, et vous jouez un rôle important dans la communauté juive de Belgique et habitué des cercles politiques en général. Auriez-vous pensé, ou simplement pu, écrire un tel ouvrage fédérateur sans cette vie très active?

L'idée de ce livre est présente dans mon esprit depuis plus de trente-cinq ans. J'avais alors seize ans et m'intéressais déjà fortement à l'histoire de cette région. Un certain événement, dévoilé dans le livre, se produisit à ce moment-là, en 1970 et selon moi, les Israéliens ont alors raté le rendez-vous de l'Histoire. C'est précisément cette erreur que ne commettra pas Arnon dans le roman et qui changera complètement la donne dans la région.

Bref, quand je disais que notre histoire est une succession de rendez-vous ratés, c'est pour que ce roman

«Nos deux peuples
n'ont jamais
manqué l'occasion...
de manquer l'occasion!».

vienne «rectifier» en quelque sorte... ce qui ne s'est pas correctement déroulé!

Et c'est reconnaître implicitement une part de responsabilité israélienne dans cette surdité. Le temps semble également jouer un grand rôle dans ce roman. Vous êtes, comme vos personnages, collectionneur de montres anciennes: le temps, c'est l'ennemi du Proche-Orient?

C'est une bonne conclusion! Il serait intéressant, dans cette interview, de citer deux passages du roman qui répondent à cette interrogation: «Le temps que marque cette montre n'est

pas indiqué sur son cadran. Il figure sur le boîtier, telle une prophétie en effet. Une montre fabriquée par un Arabe et un Juif ne compte pas les minutes. Elle compte les siècles. Elle peut être un signe de paix. Ou bien...». Mais aussi:

«Une montre est aussi un mécanisme. Elle marque pourtant la chose la plus abstraite qui soit: le temps. Elle rend le temps réel, tangible, par un procédé artificiel simple fait de rouages. Mais elle ne le contrôle pas. Elle ne peut ni faire avancer ni faire reculer le cours du temps. Seulement en marquer le progrès. Comme notre amitié».

Un beau roman, en tout cas, sans parti pris, qui prône le rapprochement de deux communautés dont le monde entier ne veut voir que les différences et les oppositions. Il nous dévoile en même temps nombre de détails croustillants guère à l'avantage des protagonistes! ▲

Roby Spiegel et Raphaël Jerusalmi, *Et si... nous étions frères* - Préface d'Enrico Macias, Grand espace nord, Labor, 580 pp.

© AFP

Au sein même du mouvement palestinien, des luttes fratricides et... des démonstrations de force.

Dieu, malgré tout?

Liberté de pensée avant tout!

CLAUDE ESTIÉVENART

Jacques Duquenne, écrivain catholique, publie un livre intitulé *Dieu, malgré tout*¹, dans lequel sa foi chrétienne cherche un sens au-delà des dogmes. Cet ouvrage se veut une mise au point théologique, hors magistère de l'Église. Duquenne serait-il donc opposé aux prescrits canoniques? Il propose en tout cas une lecture peu orthodoxe des Évangiles. Mais on n'y trouvera aucun questionnement sur la pertinence d'une vérité révélée.

Quelques exemples? Le péché originel? Une invention de saint Augustin pour justifier l'incarnation divine en rédemption d'une culpabilité collective de l'humanité. Ce dogme, affirme Duquenne, a pourtant fait l'objet de maintes polémiques. Ainsi en 1974, le père Jean-François Six écrivait: «On nous a montré en Jésus, un homme innocent qui paie pour les autres... Satisfait de ses sentiments de père offensé, il (Dieu) met les hommes, ses enfants, dans un état d'infériorité par rapport à lui». Par ailleurs, le Cardinal Ratzinger (Benoît XVI), dans un opuscule intitulé «Entretien sur la foi» (1985), concédait à propos du péché originel, des difficultés pastorales et jugeait cette expression modifiable. Cependant, le dernier «Catéchisme de l'Église catholique» (sous l'égide du même Ratzinger) défend encore ce concept de faute héréditaire.

Duquenne relève avec honnêteté l'incohérence du discours ecclésial puisque la notion de faute persiste dans le credo actuel. Il affirme avec conviction que le mal, les ratés de la nature, ne sont pas dus au péché originel. Fort bien! Mais que faut-il en déduire? Que ce dogme ne serait

qu'un acte de terrorisme moral? En l'occurrence, poser la question, ce n'est pas y répondre!

Le mariage des prêtres? Duquenne rappelle que Jésus n'a jamais imposé la chasteté absolue. En tant que Dieu transmuté en homme, il a dû vivre les affres de la nature humaine, y compris la sexualité. Sinon où serait le sens de cette incarnation? Bonne question pour les effarouchés de la libido!

Autre question, pourquoi Dieu s'est-il incarné précisément à l'époque du divin Auguste? Réponse de l'auteur: parce que l'homme n'était pas auparavant assez mûr pour entendre la parole divine; il fallait la *Pax Romana* pour répandre la bonne nouvelle. Soit! Mais alors, le lecteur trouvera paradoxal cet argument selon lequel une paix civile, même relative, susciterait une plus grande réceptivité à la promesse du fils de Dieu d'offrir un refuge céleste. À l'inverse, il est piquant de relever que les Juifs, révoltés contre Rome et vaincus par les légions de Titus, soient demeurés imperméables aux espérances chrétiennes.

Reste encore un problème délicat, la coexistence du bien et du mal. Comment Dieu, être parfait, peut-il tolérer le mal? La réponse de Jacques Duquenne, au départ de prémices orthodoxes, débouche sur une vision anthropocentriste. Satan n'existe pas; c'est l'homme qui porte en lui la responsabilité du mal et Dieu, en créant l'homme à son image, lui a laissé un pouvoir de décision par l'attribution d'une conscience. Et si l'homme commet des horreurs, c'est parce qu'il n'est pas achevé, tout

comme la création de l'univers, et qu'il doit encore progresser. Rejoignant Teilhard de Chardin, Duquenne expose que l'évolution de l'humanité débouchera sur sa fusion avec l'essence divine, et de préciser: «La création est une histoire en train de se faire... Et comme Dieu n'est qu'amour, il ne peut créer un homme tout fait. Lequel ne serait pas libre. Aimer, c'est respecter la liberté de l'autre». La formule est séduisante. Mais la raison s'interroge: puisque l'homme est inachevé, fallait-il que Dieu s'incarnât dans une créature encore en évolution? Mais bien entendu! Puisque «Dieu s'est fait homme pour que l'homme devienne Dieu». La Parousie signifierait donc l'identification de l'Homme à Dieu à la fin des temps. Alors, prenons patience! Hélas, l'Homme porteur d'une étincelle divine devra poursuivre entre-temps sa pérégrination vers la perfection, en trébuchant dans les ornières du mal!

Cet ouvrage n'a d'autre mérite qu'une lecture actualisée d'un christianisme vieillissant, car il insiste avec force sur l'inévitable adaptation des dogmes aux spéculations modernes. Mais cela ne répond en rien aux préoccupations de l'agnostique (encore moins de l'athée).

Pour le libre-exaministe *stricto sensu*, la lecture de ce livre apportera tout juste un éclairage intéressant sur le questionnement d'un intellectuel soucieux de pérenniser sa foi. Quant au croyant, il y trouvera peut-être matière à tâter d'une forme de libre pensée, à défaut toutefois d'adopter un véritable libre examen. ▲

L'immuable morale catholique

Comme si dieu existait

JEANNE FAVRET-SAADA

Directeur d'études à l'École Pratique des Hautes Études, section des Sciences Religieuses.

Depuis le XIX^e siècle, les commandements de l'Église catholique sur la justice sociale ont changé de façon considérable, mais ses commandements sur la morale personnelle – surtout ceux sur la sexualité – sont demeurés absolument immuables. Dès lors, il n'est pas étonnant que tout projet de loi destiné à sanctionner une évolution des mœurs rencontre son opposition résolue.

L'invention scientifique et technique a pourtant suscité des opportunités nouvelles dont le Magistère a dû tenir compte. Aussi a-t-il redessiné les concepts fondamentaux de la théologie morale. La défense de la «famille» s'est dilatée en défense de la «vie du début de la conception jusqu'au trépas naturel». Et les droits de l'Homme sont devenus ceux de la «personne», elle-même définie en fonction de «la loi naturelle» – la vraie, celle que Dieu nous a révélée dans le Livre de la Genèse. Depuis l'encyclique *Humanae Vitæ* de 1968, qui interdisait la contraception chimique, l'idée de Nature est au cœur de la théologie morale: c'est en son nom que l'Église catholique combat toute loi qui accompagne le mouvement de libéralisation des mœurs.

La marque propre du pontificat de Jean-Paul II fut l'inscription de la question morale au cœur de son action: «la nouvelle évangélisation» à laquelle il exhortait les fidèles consistait, pour l'essentiel, dans une réimposition des valeurs catholiques à toutes les sociétés humaines, à commencer par l'Europe. Son successeur, Benoît XVI, vise exactement le même objectif: préfet de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi sous Jean-Paul II, c'est Joseph Ratzinger qui a forgé la plupart des instruments intellectuels de cette reconquête mora-



L'Église catholique décide quelles sont les «vraies valeurs» pour l'humanité entière... L'artiste Daniel Dewaële travaille sur les éléments qui limitent l'accès, l'espace, orientent le comportement des individus. «Van, tot, naar, langs...», 1977-1978 (détail). Exposition Picto's - Iselp.

le de l'Europe, et il s'est employé à les faire fonctionner à plein rendement depuis son élection.

Au contraire de son prédécesseur polonais, Benoît XVI n'a jamais nourri la moindre illusion sur la sainteté du peuple, sur son aptitude à préserver un sens chrétien fondamental, à résister contre les vents et marées de la sécularisation. Ratzinger n'a donc pas attendu 2003 pour enregistrer l'«apostasie silencieuse» des peuples d'Europe. Et, pour contrer cet état de fait, Benoît XVI table expressément sur deux forces nouvelles.

D'une part, il soutient l'action d'une minorité active de catholiques – une «élite créative», dit-il pour faire comprendre qu'il exclut les bigots à la

Buttiglione, ceux qui pensent que le catholicisme a seulement besoin de s'afficher. Benoît XVI veut des catholiques formés et décidés mais qui soient capables de gagner les batailles législatives, d'actionner les leviers des institutions démocratiques au profit de «la loi naturelle».

D'autre part, le nouveau pape fait alliance, publiquement, avec des agnostiques voire des athées déclarés, des hommes politiques ou des intellectuels en vue, avec lesquels il publie des livres et donne des conférences sur l'état moral de l'Europe. Il leur demande seulement de partager trois idées: d'abord son diagnostic sur l'Europe (qui serait malade d'avoir perdu le sentiment de ses racines chrétiennes); ensuite, son mépris pour le «relativisme» moral (qui rè-

¹ Benedetto XVI (Papa Ratzinger), Marcello Pera, Senza radici. Europa, relativismo, christianesimo, islam, 1^a ed., Italiano, Mondadori, 2004.

² Benedetto XVI (Papa Ratzinger) Jürgen Habermas: Ragione e fede in dialogo, 1^a ed., Italiano, Marsilio, 2005.

¹ Jacques Duquenne, Dieu, malgré tout, éditions Stock/Plon, novembre 2005.

gnerait en maître sur les consciences de nos contemporains); et enfin, sa propre conviction selon laquelle existe une «loi naturelle», antérieure et supérieure aux lois humaines. Récemment, cette coopération affichée avec des non-croyants a donné lieu à des publications communes de Ratzinger-Benoît XVI: en 2004 avec Marcello Pera¹, le président du Sénat italien; et en 2005 avec le philosophe allemand Jürgen Habermas².

Quasi Deus daretur

Depuis quelques années, en effet, Joseph Ratzinger-Benoît XVI a développé une nouvelle stratégie politique pour le catholicisme. L'Église doit proposer à tous les critiques de la modernité de concourir avec elle au réarmement moral de l'Europe en s'appuyant sur une même idée: agissons en toutes circonstances «comme si Dieu existait, *quasi Deus daretur*». Voilà un pape qui ne demande plus à ses contemporains de croire ni en Dieu ni dans le Christ – il est trop tard et ils sont trop faibles, dit-il. Il demande seulement qu'ils se conforment à la morale que Dieu ordonnerait, s'il existait.

Cette morale «fondamentale» serait commune aux hommes de tous les temps et de tous les peuples, à la condition qu'ils soient au minimum agnostiques, et qu'ils admettent à titre d'hypothèse la notion d'un Créateur. Ceux-là (les croyants et les agnostiques) sont capables de poser l'existence d'une loi transcendante à toute autre, «la-loi-naturelle», et d'en explorer les exigences avec l'aide de la seule raison – enfin, de «la droite raison», pas l'autre.

Grâce à quoi les affrontements politiques sur la morale changent de nature, car ils n'opposent plus les catholiques (et eux seuls) à des ensembles de non-catholiques: l'ère des croisades est définitivement close. Les adversaires ne s'identifient plus selon leur religion ou leur refus de cette religion, voire de toute religion. Chaque camp se définit par son «anthropologie»: celle, «rationnelle», qui développe les conséquences du principe «comme si Dieu existait»; et celle du «relativisme», qui «ne reconnaît rien comme définitif», qui «institue le soi en mesure ultime – le soi avec ses désirs», ce qui l'amène à mépriser les droits imprescriptibles de la «personne». (Attention, le catholicisme, y compris celui de Jean-

Paul II, n'est pas le champion des droits de l'Homme, mais celui des droits de la «personne», de la créature humaine telle que Dieu l'a voulue.)

De là, un changement important dans les argumentations magistérielles: la «droite raison» y occupe une place prépondérante. La justification proprement religieuse n'apparaît souvent qu'en fin de réflexion, comme un supplément d'âme offert aux derniers catholiques. Un supplément qui a cette particularité d'être facile à désolidariser d'un raisonnement offert à tous ceux qui acceptent de vivre *quasi Deus daretur*.

Les argumentaires font la culbute

En somme, une partie des textes magistériels continue de s'adresser exclusivement aux catholiques, mais une partie seulement. Car les fidèles doivent désormais s'exercer à penser avec des non-croyants, c'est-à-dire à penser sans s'appuyer sur la Révélation biblique, le Nouveau Testament et l'enseignement de l'Église. Désormais, ces trois sources, quand elles sont invoquées, le sont parce qu'elles «confirment» les exigences de la-loi-naturelle. Toutefois, ce n'est pas la doctrine chrétienne qui fait ainsi la culbute, mais seulement les argumentaires cléricaux. Tout de même, c'est un sacré renversement.

Prenons, par exemple, les *Considérations à propos des projets de reconnaissance juridique des unions entre personnes homosexuelles*. Ce texte, de juillet 2003, vient de la Congrégation pour la Doctrine de la Foi, mais il a valeur pontificale: Jean-Paul II lui a donné son appui officiel, et cette information est portée à la fin du document.

Ces *Considérations...* voudraient rassembler la doctrine existante sur le sujet (le mariage hétérosexuel, les unions homosexuelles), et fournir un argumentaire de combat aux évêques nationaux qui pourraient se trouver confrontés, dans leur pays, à des projets de loi favorables aux unions homosexuelles. La fin de l'introduction annonce le nouveau cours politique de l'Église: «*Comme il s'agit d'une matière qui concerne la loi morale naturelle, ces argumentations ne sont pas proposées seulement aux croyants, mais aussi à tous ceux qui sont engagés dans la promotion et*

dans la défense du bien commun de la société».

La partie centrale de ces *Considérations...* s'intitule: «Argumentations rationnelles contre la reconnaissance juridique des unions homosexuelles». Elle déroule des arguments areligieux sur plusieurs axes: «l'ordre relatif à la droite raison», «l'ordre biologique et anthropologique», «l'ordre social», «l'ordre juridique». Ces nombreuses objections à l'égalité des mariages sont connues. La grande nouveauté, c'est qu'on trouve dans ces listes la totalité des arguments conservateurs ou réactionnaires, mais aucun argument bigot, ou presque.

Les catholiques en politique

Reste qu'il faut dire en clair aux catholiques comment ils doivent agir. Certains d'entre eux, en effet, pourraient se laisser entamer par les arguments du «relativisme» ou par la confusion générale entre les droits de l'Homme et ceux de la «personne», et appuyer, sans réfléchir, des projets de loi immoraux. Une note doctrinale de 2002, sur «l'engagement» et le «comportement des catholiques dans la vie politique», elle aussi rédigée par Joseph Ratzinger, met les points sur les i.

Publiée, nous dit-on, à l'occasion de la fête du «Christ-Roi de l'Univers», la *Note* est adressée «aux évêques et aux fidèles». Elle prescrit à tous les catholiques, et en particulier aux parlementaires, aux élus locaux et aux citoyens influents sur l'opinion publique, un engagement direct et ferme dans les batailles législatives qui concernent la «morale naturelle». Les projets de loi susceptibles de permettre ou de faciliter des «attentats contre la vie humaine» ou contre la famille doivent être combattus par tous les moyens démocratiques, mais avec une énergie «incisive». Si la loi est votée, il faut sans relâche s'occuper de la faire abroger ou d'en réduire la portée. Les catholiques –tous les catholiques– n'ont de choix qu'entre des politiques compatibles avec la foi et la loi morale naturelle. La *Note* insiste sur «les principes moraux qui n'admettent pas de dérogations, d'exceptions ou de compromis»; sur «les exigences éthiques fondamentales», auxquelles il est «impossible de renoncer» (l'expression est soulignée); sur «l'essence de l'or-

dre moral», enfin, que mettraient en cause l'avortement, l'euthanasie... (C'est au nom de cette *Note* que plusieurs évêques américains ont voulu interdire l'accès à la communion aux partisans du candidat John Kerry. Et, lors du très récent Synode des évêques, Benoît XVI voulait faire adopter une décision allant dans ce sens.)

La *Note* ne manque pas de rappeler la définition classique de la laïcité «selon la doctrine chrétienne»: «l'autonomie de la sphère civile et politique par rapport à la sphère religieuse et ecclésiale». Mais c'est pour préciser aussitôt que la «sphère civile et politique» n'est nullement «autonome par rapport à la morale» (ce membre de phrase est, lui aussi, souligné). Voilà qui permet au Magistère d'aborder le second côté de la *Note*, la morale commune à tous ceux qui se comportent comme si Dieu existait, et qui leur permet de s'opposer, ensemble, aux lois anti-naturelles.

Donc: au XX^e siècle, les catholiques se battaient au nom du Christ-Roi pour empêcher le divorce ou l'avortement; maintenant, ils se battent au nom de la morale universelle contre les relativistes. Ce glissement réduit comme peau de chagrin l'espace de la laïcité.

La loi naturelle, supérieure à la loi écrite

En effet, la déconfessionnalisation de l'engagement politique permet à Ratzinger-Benoît XVI de redessiner l'espace d'une «laïcité vraie» qui n'est pas, on s'en doute, le «laïcisme». En 2003, Joseph Ratzinger avait été invité à donner une conférence devant le Sénat italien: c'était un échange de bons procédés avec son ami Pera qui avait parlé la veille devant l'université du Latran. Tous deux traitaient du même sujet: la maladie spirituelle d'une Europe oublieuse de ses racines chrétiennes. Dans son allocution, Ratzinger indique la bonne, la seule thérapie pour guérir l'Europe: le retour à la loi naturelle, à cette loi qui est antérieure et supérieure à toute loi écrite.

Et voilà que ce théologien, d'ordinaire si soucieux de concision, martèle, jusqu'à l'obsession, la même idée, sans doute pour bien se faire comprendre des sénateurs, garants juridiques de la République italienne:

- «La dignité humaine et les droits humains sont des valeurs inconditionnelles qui précèdent toute juridiction d'États».
- «Ces droits fondamentaux n'ont pas été créés par le législateur, ni conférés aux citoyens: ils existent de par leur droit propre, ils doivent être toujours respectés par le législateur, ils lui sont donnés comme supérieurs à toute loi».
- «Cette validité de la dignité humaine, antérieure à toute loi, à tout agir politique, et à toute décision politique, renvoie en définitive au Créateur: Lui seul peut garantir des valeurs fondées sur l'essence de l'homme, des valeurs intangibles».
- «Seules des valeurs non manipulables par qui que ce soit sont la garantie véritable de notre liberté et de la grandeur humaine».

Ce n'est pas la première fois qu'un prélat, voire un pontife, tient des propos qui relativisent la fameuse «sphère civile et politique», y compris devant ses représentants les plus éminents. Mais avec Ratzinger en 2003, il s'agit de poser un modèle général, celui d'un discours sur les «valeurs universelles», susceptible d'en engendrer quantité d'autres sur des «valeurs» spécifiques. On nous dira, par exemple, que l'État doit protéger la famille hétérosexuelle parce qu'elle est antérieure à la création de l'État, qu'elle lui est supérieure en dignité, que Dieu l'a créée en même temps que l'essence de l'homme. Ou encore comme c'est le cas en Espagne: que l'État doit garantir le catéchisme obligatoire à l'école publique parce que les parents le veulent, et que la famille...

En somme, l'Église catholique décide quelles sont les «vraies valeurs»; et elle le décide pour l'humanité entière (en les disant «universelles»). Elle désigne au politique sa place, relative et médiocre; et aux citoyens leur devoir, soutenir ses décrets et recevoir ses leçons. Malgré l'audace de cette nouvelle alliance avec les agnostiques, on peut supposer qu'ils ne se contenteront pas longtemps de jouer les forces d'appoint. Les politiciens néoconservateurs instrumentalisent déjà sa caution sans état d'âme, et l'on espère que les intellectuels finiront par prendre leurs distances. Faute de quoi Jürgen Habermas, par exemple, devrait renoncer à l'ambiguïté et n'être plus un chien de garde de la papauté. ▲

Lire

Jeu de cache-cache

«Qui fait peur à Virginia Woolf?... élémentaire mon cher Lupin est un petit divertissement littéraire de Gabriel Thoveron, professeur émérite de l'ULB (et aussi membre du comité de rédaction d'Espace de Libertés). Brouillard londonien, de mystérieux personnages (des terroristes?), un trésor caché en France: voilà planté le décor de ce divertissement où se mélangent les «vrais gens» (la romancière Virginia Woolf, son amie Vita Sackville-West) et des héros de roman (Sherlock Holmes, Arsène Lupin, le Mouron Rouge...) mais aussi un mystérieux M (le maudit ou le patron de 007?). Où est le vrai, qu'est-ce qui est faux? Difficile sinon impossible, sauf à se trouver quelques repères, pour qui connaît un peu la Normandie, comme le Clos-Lupin à Étretat (dans la rue Guy de Maupassant), la maison de Maurice Leblanc, Varengeville, son église, son cimetière, le fascinant Bois des Moustiers. Mais tout finira bien dans un délire d'imagination! Intéressantes, les notes explicatives et érudites à chaque fin de chapitre.

Le Grand Miroir, 15 □

L'art dans le Nord-Pas-de-Calais

Région très proche de la Belgique et souvent traversée par nos concitoyens, le Nord-Pas-de-Calais recèle quelques pépites comme la cité antique de Bavay, la cathédrale d'Amiens, le Musée Matisse, mais aussi de la peinture flamande et les toutes récentes maisons folies de Lille 2004: toute une richesse mise en évidence par un superbe petit guide (déjà paru entre autres: Paris) destiné à un double public: vous et moi mais aussi les jeunes et leurs enseignants. L'auteure, Nadeije Laneyrie-Dagen, y apporte le regard des artistes, comme Vincent Barré, Serge Lutens, Alain Fleischer, Eugène Ionesco, Carolyn Carlson. Superbement illustré, très didactique mais pas trop.

M. M.

Gallimard.

Ce texte a d'abord été écrit pour la Journée d'études «Actualité de la laïcité: de la mémoire à l'historicité», qui s'est tenue le 25 novembre 2005 à l'École Normale Supérieure de Paris. Il a été publié pour la première fois dans *Vacarme* (n°35, printemps 2006, pages 106-108, www.vacarme.org).

© Bibliothèque royale de Belgique, Estampes.

Amadeus, ami chemin...

DIDIER CHATELLE

Où l'on se souvient tout simplement avec Antoine Blondin que *«le monde est un peu plus habitable depuis que Mozart y a séjourné»...*

«La meilleure façon de célébrer Beethoven, bougonnait un jour, entre deux coups de bouffarde, le grand Otto Klemperer, serait de ne pas jouer sa musique pendant un an». Et dame, on connaît quelques mozartophiles pourtant impénitents qui ne sont pas loin de penser que la meilleure façon d'honorer le divin Wolfgang¹ serait de ne pas jouer sa musique pendant au moins une décennie, ne serait-ce que pour se donner le pur plaisir des retrouvailles... Pensez donc, on avait à peine eu le temps de se remettre de la déferlante insensée du bicentenaire de 1991 que c'est reparti pour un tour. En mieux ou en pire, c'est selon, l'anniversairemanie galopante de notre épique époque a en tout cas fait de redoutables progrès en quinze ans. Tant et si bien que les organisateurs de concerts comme les éditeurs semblent s'être donné le mot pour gaver littéralement de Mozart le mélomane qui n'a pourtant jamais que deux oreilles, quelques centaines de grammes de matière grise, un cœur et des journées de vingt-quatre heures... Sans compter les mille et trois preuves d'une abyssale vulgarité, vous trouverez chez les marchands du temple, des tee-shirts, liqueurs, parfums, des «cigares Idoménée» et d'autres co(rni)chonneries plus ou moins chocolatées à l'effigie du musicien).

Quoi qu'il en soit, mozartiens, si vous n'avez pas succombé à l'overdose, d'innombrables occasions de vérifier avec Antoine Blondin que *«le monde est un peu plus habitable depuis que*

Mozart y a séjourné» s'offrent encore à vous.

Et puisque estival rime avec festival, certains seront peut-être tentés par un marathon. Auquel cas, une seule adresse, direction Salzbourg: point n'était besoin d'être grand clerc pour s'en douter, le festival se devait de mettre les petits plats dans les grands pour fêter l'enfant du pays. Résultat, comme son nom l'indique, *Mozart 22* joue la carte de l'intégralité: d'«Apollon et Hyacinthe» à «Zaïde» ou si vous préférez du *Devoir du premier commandement* d'un gamin archidoué de onze ans aux ultimes «Flûte et Titus», les vingt-deux ouvrages lyriques seront à l'affiche cet été. Et à condition de ne pas être allergique aux mondanités et à l'abri de la mendicité, ce peut être une manière de tenter de percer les secrets de ce que Nietzsche appelait déjà le «génie gai, enthousiaste, tendre et amoureux» de Mozart. Qui sera également chez lui en Belgique, rassurez-vous, les festivals de Flandres et de Wallonie seront eux aussi, moins intégralement sans doute, cela ne veut pas dire moins intégralement, mozartiens.

Et puis, dès la rentrée, la Monnaie prendra le relais, Bernard Foccroulle ayant choisi d'encadrer sa nouvelle saison par deux opéras: «L'Enlèvement au Sérail» en ouverture, l'impensable «Flûte enchantée» en fermeture... Quant à ces messieurs de Bozar Music, s'ils ne perdront pas de vue que 2006 est aussi une année Chostakovitch et Marin Marais², ils

poursuivront toutefois leur célébration de l'homme de l'année grâce à des musiciens aussi considérables que Jos van Immerseel, Leif Ove Andsnes, sans oublier l'indispensable René Jacobs. En clôture de l'année, rien ne vous empêche de lire en apothéose, c'est en effet un *Don Giovanni* qu'il nous proposera –il l'aura rôdé, si j'ose écrire, au Festival d'Innsbruck– et c'est peu dire qu'on l'attend avec impatience.

Car, foin de cocoricisme mais nous sommes quelques-uns à penser que c'est bel et bien à Jacobs qu'on doit le premier véritable événement discographique de l'année. Comme on pouvait s'y attendre compte tenu de précédents de tailles –on ne vous fera pas l'injure de vous rappeler que son *Così* et ses *Nozze*, incomparables dans tous les sens du terme, caracolent au sommet d'une discographie pourtant pléthorique–, voir ce grand empêcheur de diriger en rond s'emparer de la si mal aimée *Clemenza di Tito* fait figure d'aubaine. Car non content de battre en brèche «*Sept idées fixes (et fausses)*»³ sur cet opéra, il pourrait bien l'avoir sauvé définitivement de l'oubli. N'en déplaise en effet à l'impératrice Maria-Luisa qui l'aurait qualifié de «porcheria tedesca» ou même à Remy Stricker qui lui trouvait une «odeur de poussière et de renfermé», entouré bien sûr de la plus fine équipe qui se puisse rêver, le chef plaide sa cause avec ce mélange rarissime d'intelligence et de lucidité, de tendresse et de profonde humanité. Lisez en véritable mozartien, qui a le *bon goût* de prendre tous les risques pour rappeler au détour de chaque mesure que «*le bonheur consiste purement et simplement dans l'imagination...*». ▲

Exposition «Rops-Munch: Man and Woman»

Entre érotisme et angoisse

CHRISTOPHE LOIR

Les expositions comparatives entre l'œuvre de deux artistes sont à la mode: Cézanne-Pissarro au Musée d'Orsay à Paris, Rembrandt-Caravaggio au Van Gogh Museum à Amsterdam¹ et, à Bruxelles, Rops-Munch.

En effet, jusqu'au 22 juin, le musée Charlier accueille une exposition confrontant des œuvres de l'artiste belge Félicien Rops avec celles du Norvégien Edvard Munch. Sponsorisée par la *Transpetrol Foundation*, l'exposition –qui se tiendra ensuite en Corée du Sud et en Norvège– réunit une centaine de gravures et de dessins issus de collections privées. Les œuvres ont été sélectionnées autour du thème de l'image de la femme. On y retrouve notamment des tirages d'œuvres bien connues: «Pornocrates» ou les séries «Les Sataniques» et «Les Diaboliques» de F. Rops ainsi que «Madonna, Puberty» ou «Jealousy» de Munch. En complément, le premier étage du musée Charlier présente «Un autre Félicien Rops» avec quelques œuvres de jeunesse, notamment des paysages.

Plus d'une génération séparent Félicien Rops (1833-1898) d'Edvard Munch (1863-1944). Les points communs entre ces deux artistes ne sont pas aisés à établir. Un des auteurs du catalogue de l'exposition, Rachel Esner, le reconnaît sans ambages: «*En fait, Rops et Munch n'ont rien en commun. Ils ne sont pas de la même génération et ils ont une personnalité totalement différente. Ils diffèrent en*

outre au niveau de leur nationalité, de leurs convictions religieuses, de leur ascendance sociale et de leurs intérêts artistiques et littéraires» (p.18 du catalogue). Selon l'auteur, c'est «*le même spectre de la femme de cette fin de siècle*» qui donnerait sa légitimité à leur réunion au sein d'une exposition. Si la femme, comme chez bien d'autres artistes à travers les siècles, occupe une part importante de leur production, il existe pourtant peu de similitudes entre l'anticonformisme, l'humour, l'érotisme de Rops, et la solitude, le malaise, l'angoisse de Munch. Peu convaincante, cette confrontation ne jette aucun nouvel éclairage ni sur Rops ni sur Munch. Elle permet cependant d'apprécier, dans l'environnement intime d'un hôtel de maître de la fin du XIX^e siècle, une partie de l'œuvre graphique de deux artistes qui, tout au moins, ont un point commun: un grand talent.

L'accrochage est sobre et classique, ce qui sied à l'environnement du musée Charlier. Cependant, l'exposition aurait gagné à être accompagnée de plus d'informations: aucun panneau thématique ni de notice détaillée ne sont présents. Le visiteur ne peut compter que sur deux feuilles dactylographiées (avec plusieurs coquilles) reprenant la biographie des artistes, présentée sous la forme assez aride d'une liste de dates mentionnant les événements essentiels de leur vie. Le catalogue, bien illustré, contient quelques articles thématiques, mais il ne fournit pas

© Paul Louis

Félicien Rops «Les diaboliques: Le plus bel amour de Don Juan» et Edvard Munch, «Puberty».

les notices détaillées des œuvres exposées.

Notons que lors de notre visite, la surveillance était assurée par des policiers en uniforme... Rops, le libertaire, aurait peu apprécié! ▲

Dans le même ordre d'idées, on retrouve Rops et Munch (entre autres) dans l'exposition «Obsessions» à l'Hôtel de Ville de Bruxelles et Rops confronté à l'autrichien Alfred Kubin au Musée provincial Félicien Rops à Namur (jusqu'au 18 juin). Érotisme, satanisme et mort au programme!

¹ Voir *Espace de Libertés* n°342/mai 2006.

Exposition «Rops-Munch: Man and Woman», Musée Charlier, avenue des Arts 16, 1000 Bruxelles - info: www.charliermuseum.be - Jusqu'au 22 juin, du mardi au dimanche de 12 à 17 h; dernier accès à 16 heures. Lors des «Midis littéraires» et des «Concerts de Midi», le musée est accessible seulement à partir de 14 h. Catalogue bilingue (français-néerlandais) ou en anglais au prix de 30€.

Rappelons l'événement «Mozart à Bruxelles» à la Bibliothèque royale de Belgique, au Palais de Charles de Lorraine, place du Musée 1, 1000 Bruxelles. Exposition du 16 juin au 2 juillet, mais aussi une expositino virtuelle est un concert (info: concert@kbr.be).

¹ Simple clicheton, faut-il vraiment le préciser, il n'était pas plus divin que certain marquis... Le XX^e siècle aura au moins eu le mérite de montrer qu'à cent lieues des clichés précieux et emperuqués, Mozart était humain, infiniement.

² Mais qui donc rendra à Schumann hommage à la démesure de son génie?

³ Pour reprendre le titre d'un article passionné et passionnant signé Jacobs lui-même dans le livret du disque.

W.A.Mozart, La Clemenza di Tito, avec Marc Padmore, Alexandra Pendatchanska, Bernarda Fink, Freiburger Barockorchester, RIAS Kammerchor, 2 SACD Harmonia Mundi 801923.24.